

RAPPORT DU PRESIDENT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL

SEANCE PLENIERE DU VENDREDI 22 OCTOBRE 2021

Objet : **DECISION MODIFICATIVE N°2 2021 - BUDGET PRINCIPAL**

Orientation politique :

Axe stratégique :

Activité :

FONDEMENTS ET MOTIVATIONS

Fondements juridiques :

- | | |
|----|---|
| VU | le Livre Troisième relatif aux Finances du Département du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 3311-1 à L. 3313-1, et les articles R. 3311-2 à R. 3313-8, |
| VU | l'instruction budgétaire et comptable M52 des départements et de leurs établissements publics administratifs mise en place par l'arrêté NOR LBLB0300011A du 21 octobre 2003 |
| VU | la délibération n° 08 du Conseil général en date du 16 décembre 2014 adoptant le règlement financier et budgétaire du Département, |
| VU | la délibération n°1 du Conseil départemental en date du 11 janvier 2021, adoptant le Budget Primitif 2021 du Département qui s'élève, tout mouvement confondu, en fonctionnement à 896 167 179,77 euros et en investissement à 260 351 807,24 euros soit un budget total de 1 156 518 987,01 euros, |
| VU | la délibération n° 10 du Conseil départemental en date du 27 mai 2021 adoptant, pour le budget principal, la décision modificative n°1, comportant la reprise des résultats 2020 et la reprise des restes à réaliser 2020, qui s'élève globalement, tout mouvement confondu, en dépenses et en recettes, à 86 447 215,74 €, |

Motivations et Opportunité :

Considérant que la Décision modificative n° 2 2021 qui est soumise au vote ce jour atteint les mêmes objectifs que ceux pris en compte lors de l'adoption du Budget primitif 2021 et de la Décision modificative n° 1 2021 à savoir :

- la maîtrise des dépenses de fonctionnement par une gestion rigoureuse et efficiente des moyens de l'institution départementale tout en préservant la qualité des services publics rendus aux usagers ;
- le maintien d'un haut niveau d'investissement pour soutenir l'activité économique et l'attractivité de son territoire,

Considérant qu'il convient de prendre en compte le fait que les crédits inscrits au Budget primitif 2021 modifiés par Décision modificative n°1 doivent être ajustés techniquement conformément aux principes de sincérité et de prudence,

DISPOSITIF

Je vous propose d'adopter cette Décision modificative n° 2 – 2021 du Budget principal présentée ci-après par chapitre sans vote formel sur chacun des chapitres :

Avec opérations d'ordre	Fonctionnement		Investissement	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
F_011_Charges à caractère général	849 252,95			
F_012_Charges de personnel et frais assimilés	180 000,00			
F_013_Atténuations de charges		200 000,00		
F_014_Atténuations de produits	-1 122 472,00			
F_016_Allocation Prestation Autonomie	690 000,00			
F_017_RSA	-7 675 615,58			
F_022_Dépenses imprévues	503 000,00			
F_65_Autres charges de gestion courante	-243 093,96			
F_66_Charges financières	-1 000 000,00			
F_67_Charges exceptionnelles	3 707 306,00			
F_68_Dotations aux provisions	1 740 000,00			
F_70_Produits des services, du domaines et ventes diverses		8 570,00		
F_731_Impositions directes		758 503,00		
F_73_Impôts et taxes		19 767 237,00		
F_74_Dotations, subventions et participations		-199 975,50		
F_78_Reprises sur provisions		5 117 605,91		
I_024_Produits des cessions d'immobilisations				-3 021 471,00
I_10_Dotations, fonds divers et réserves			15 927 953,25	1 000 000,00
I_13_Subventions d'investissement			185 000,00	-1 093 856,86
I_16_Emprunts et dettes assimilées			4 197 648,50	-5 519 112,38
I_204_Subventions d'équipement versées			77 698,00	
I_20_Immobilisations incorporelles (sauf 204)			-317 959,50	
I_21_Immobilisations corporelles			511 782,51	
I_23_Immobilisations en cours			-1 308 000,00	
I_45820_CD 34 RD6110 Sommières Boisseron			115 000,00	
F_023_Virement à la section d'investissement	32 731 063,00			
F_042_Opérations d'ordre de transferts entre sections	-7 050 000,00	-2 342 500,00		
I_021_Virement de la section de fonctionnement				32 731 063,00
I_040_Opérations d'ordre de transferts entre sections			-2 342 500,00	-7 050 000,00
I_041_Opérations patrimoniales			2 139 489,71	2 139 489,71
Somme :	23 309 440,41	23 309 440,41	19 186 112,47	19 186 112,47

Pour votre information, la Décision modificative n° 2 – 2021 est également présentée, sans vote, par fonction :

Avec opérations d'ordre	Fonctionnement		Investissement	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
01 Opérations non ventilables	28 753 341,00	22 628 155,91	20 037 591,46	20 279 969,33
0201 Administration générale de la collectivité (personnel non ventilable)	223 000,00	200 000,00		
0202 Administration générale de la collectivité (autres moyens généraux)	310 000,00		15 000,00	
021 Assemblée locale	55 000,00			
05 Plan de relance (crise sanitaire)	40 000,00			
12 Incendie et secours	-1 865,94			
18 Autres interventions de protection des personnes et des bien	7 500,00			
20 Services communs			-59 217,49	
221 Collèges	12 000,00		-15 000,00	
314 Musées			0,00	
315 Services d'archives			-20 000,00	
51 Famille et enfance	459 065,00			
52 Personnes handicapées	-1 030 000,00			
531 Forfait autonomie	53 000,00	53 000,00		
532 Autres actions de prévention	50 000,00	50 000,00		
538 Autres	250 000,00			
551 APA à domicile	1 020 000,00			
553 APA versée à l'établissement	-330 000,00			
564 Insertion professionnelle	386 747,00			
567 Allocations RSA	-7 562 362,58			
58 Autres interventions sociales	109 786,00	449 533,00		
61 Eaux et assainissement	3 534,38			0,00
621 Réseau routier départemental	-7 500,00		-465 000,00	
628 Autres réseaux de voiries			300 000,00	
64 Infrastructures fluviales, maritimes et portuaires	6 500,00	92 855,50	-329 000,00	
70 Services communs			-25 939,00	-1 929 000,00
71 Aménagement et développement urbain	500 000,00			
72 Logement	68 212,95		-0,62	
731 Actions en matière de traitement des déchets			-121 779,57	
738 Autres actions en faveur du milieu naturel	-65 000,00	-164 104,00	-55 959,50	835 143,14
928 Autres	-1 517,40		-49 849,58	
94 Développement touristique			-24 733,23	
Somme :	23 309 440,41	23 309 440,41	19 186 112,47	19 186 112,47

Par conséquent, les crédits 2021 votés à cette séance budgétaire sont, tout mouvement confondu, en dépenses et en recettes de **42 495 552,88 €** :

En Fonctionnement :

	DM 2 2021	
	Dépenses	Recettes
Opérations d'ordre	-7 050 000,00	-2 342 500,00
Opérations réelles	-2 874 622,59	25 651 940,41
022 - Dépenses imprévues	503 000,00	
023 - Virement à la SI	32 731 063,00	
Total	23 309 440,41	23 309 440,41

En Investissement :

	DM 2 2021	
	Dépenses	Recettes
Opérations d'ordre	- 2 342 500,00	-7 050 000,00
Opérations patrimoniales	2 139 489,71	2 139 489,71
Opérations réelles hors dette	-741 478,99	-3 115 327,86
020 - Dépenses imprévues		
16 - Opérations réelles dette	4 197 648,50	-5 519 112,38
1068 - Résultat (excédent de Fct capitalisé)	15 932 953,25	
021 - Virement de la SF		32 731 063,00
Total :	19 186 112,47	19 186 112,47

Le document annexé au présent rapport détaille, par Commission, les propositions budgétaires des Directions, auxquelles sont joints les tableaux financiers afférents (tableaux par prestation, comprenant la répartition par imputation, ainsi que les autorisations d'engagement et les autorisations de programme).

Conclusion :

Je vous prie mes chers collègues de bien vouloir en délibérer.

LA PRESIDENTE,

Liste des annexes

Annexe 1 : Propositions
budgétaires

Annexe 2 : DM2 2021 du
Budget principal



Annexe 1

Propositions budgétaires par Commission

Décision modificative n°2 2021 – Budget principal

SOMMAIRE

COMMISSION FINANCES ET ADMINISTRATION GENERALE	4
DIRECTION DES FINANCES ET DU CONTROLE DE GESTION	5
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	15
DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE	17
DIRECTION DE L'INNOVATION ET DES SYSTEMES D'INFORMATION	19
DIRECTION DE LA LOGISTIQUE pour la gestion des bâtiments et la logistique	22
COMMISSION DEVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES	26
DIRECTION DE L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE ET DE L'HABITAT	27
MISSION QUALITE ALIMENTAIRE	36
DIRECTION DE L'EAU ET DE LA VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL	40
COMMISSION INFRASTRUCTURES, ROUTES ET RESEAUX	50
DIRECTION DE LA MOBILITE ET DES ROUTES	51
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT NUMERIQUE DES TERRITOIRES	59
COMMISSION SOLIDARITES SOCIALES	61
DIRECTION DE L'AUTONOMIE DES PERSONNES	62
DIRECTION DE L'ENFANCE ET DE LA PETITE ENFANCE	67
DIRECTION DE L'ANIMATION ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL DES TERRITOIRES – Volet insertion	70
COMMISSION EDUCATION, COLLEGES ET CITOYENNETE	72
DIRECTION DE L'EDUCATION, DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DU SPORT	73
DIRECTION DE LA LOGISTIQUE pour la gestion et le patrimoine des collèges	75

COMMISSION ATTRACTIVITE ET QUALITE DE VIE	79
DIRECTION APPUI DGACV	80
DIRECTION DE LA CONSERVATION DEPARTEMENTALE	82
DIRECTION DES ARCHIVES DEPARTEMENTALES	84

COMMISSION FINANCES ET ADMINISTRATION GENERALE

DIRECTION DES FINANCES ET DU CONTROLE DE GESTION

Il est proposé de modifier les inscriptions budgétaires 2021 comme suit :

I) OPERATIONS REELLES

A) Les Recettes

1) Les recettes de fonctionnement

a) Contribution directe locale

- La contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) est un impôt économique qui taxe la valeur ajoutée des entreprises. Son taux progressif fixé au niveau national varie de 0 % à 1,5 % en fonction du chiffre d'affaire de l'entreprise. Compte tenu des derniers chiffres, il est proposé le réajustement suivant : **+266 419,00 €** au chapitre 731, fonction 01, nature 73112.
- Il est également proposé de réajuster les crédits inscrits au titre du Fonds national de péréquation de la cotisation sur la valeur ajoutée (FNPCVAE) : **+365 742,00 €** inscrits au chapitre 731, fonction 01, nature 73122.
- **+126 342,00 €** au chapitre 731, fonction 01, nature 73114 pour l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER). Instaurée par la loi de finances pour 2010 au profit des collectivités territoriales et de leurs établissements publics (EPCI), l'IFER est une imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux exerçant leur activité dans le secteur de l'énergie, du transport ferroviaire et des télécommunications.
- La taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) a été définitivement transférée aux communes. Cette décision conduit l'Etat à allouer une part de la TVA au département. Le montant de cette compensation difficile à évaluer lors de l'élaboration du budget primitif doit être revue à la hausse : **+935 767,00 €** sur le chapitre 73 fonction 01 nature 73811.

b) Les droits de mutation à titre onéreux et le fonds DMTO

La volatilité du marché immobilier rend difficile la prévision des produits des droits de mutation. Afin de tenir compte des encaissements déjà réalisés et de la conjoncture immobilière en croissance constante, il convient de réajuster les crédits inscrits au BP 2021.

- **+20 000 000,00 €** inscrits au chapitre 73, fonction 01, nature 7321 - Taxe départementale de publicité foncière et droit départemental (DMTO).
- **+75 000,00 €** sont prévus en recettes de fonctionnement, au chapitre 73, fonction 01, nature 7322, au titre de la taxe additionnelle.
- **-2 243 530,00 €** inscrits au chapitre 73, fonction 01, nature 7326 - Fonds de péréquation fondé sur les droits de mutation à titre onéreux (FNPDMTO).

c) Dotations et compensations

Les dotations et compensations sont également réajustées de la manière suivante :

- **-124 211,00 €** au chapitre 74, fonction 01, nature 7411 au titre de la dotation forfaitaire.
- **+10 844,00 €** au chapitre 74, fonction 01, nature 7461 pour la Dotation Générale de Décentralisation (DGD) destinée à compenser le Département au titre du transfert de compétences de l'Etat.
- La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) créée en 2010, visait à neutraliser la suppression de la taxe professionnelle. En 2021, la loi de finances prévoit une minoration de cette dotation. Aussi, il était attendu un montant en baisse. Au vu des derniers chiffres, il est nécessaire de procéder à une augmentation de **+117 799,00 €**, au chapitre 74, fonction 01, nature 74832.
- Le montant des aides versé par l'Etat dans le cadre du fonds de stabilisation destiné à compenser la situation financière dégradée résultant des charges induites lié à la crise sanitaire et sociale doit être revue à la baisse : **-677 122,00 €** au chapitre 74 - fonction 01 nature 74838.

d) Reprises sur provisions diverses

- **+18 668,51 €** sur le chapitre 78 fonction 01 chapitre 7865 - Reprises sur provisions pour risques et charges financiers.
- **+1 627 187,40 €** sur le chapitre 78 fonction 01 nature 7815 - Reprises sur provisions pour risques et charges de fonctionnement courant.
- **+3 471 750,00 €** sur le chapitre 78 fonction 01 nature 7817 - Reprises sur provisions pour dépréciation des actifs circulants correspondant à la reprise sur provisions constituées à l'occasion de l'émission du titre de recettes relatif aux frais liés aux mineurs non accompagnés.

2) Les recettes d'investissement

Le fonds de compensation de la TVA (FCTVA) :

- **+ 1 000 000,00 €** au chapitre 10, fonction 01, nature 10222, au titre du fond de compensation de la TVA (FCTVA) qui permet au Département de récupérer une partie de la TVA ayant grevé ses dépenses d'investissement de l'année précédente.

B) Les dépenses

1) Les dépenses de fonctionnement

- **-1 122 472,00 €** au chapitre 014, fonction 01, nature 73926, pour le versement au fonds de compensation des Droits de Mutation à Titre Onéreux.
- **+3 471 750,00 €** au chapitre 67, fonction 01, nature 673 (Annulations de titres sur exercices antérieurs) afin de pouvoir procéder à l'annulation du titre de recettes émis en 2019 relatifs aux frais liés aux mineurs Non Accompagnés.
- Par ailleurs, pour les admissions en non-valeur de titres que le Payeur Départemental ne peut recouvrer, il est proposé l'ajustement suivant : **-500 000,00 €** au chapitre 017 fonction 01 nature 6541.
- Pour permettre l'équilibre de la section de fonctionnement, il est proposé d'inscrire **+503 000,00 €** en dépenses imprévues chapitre 022 fonction 01 nature 022.

Il est également proposé l'inscription de crédits supplémentaires afin de pouvoir constituer diverses provisions en application du principe de prudence :

- **+1 740 000,00 €** inscrits au chapitre 68, fonction 01, nature 6817 pour dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants :

2) Les dépenses d'investissement

- **+15 932 953,25 €** inscrits au chapitre 10, fonction 01, nature 1068 afin d'apurer le compte 1069 qui a été instauré en 2004 avec la nomenclature M52 afin de neutraliser les excédents de charges sur les produits issus de rattachement. La M57 qui devrait devenir la nouvelle nomenclature applicable pour les départements à compter du 01/01/2024 ne comporte pas ce compte 1069, dans ces conditions celui-ci doit obligatoirement être apuré par un débit du compte 1068.
- **+ 5 197 648,50 €** inscrits au chapitre 16, fonction 01, nature 16871 - Autres dettes – Etat et établissements nationaux (avance remboursable du produit des DMTO) afin de permettre le remboursement en totalité de l'avance du produit des DMTO perçue en 2020 ; le montant de remboursement tel que prévu au BP ayant été inscrit pour 50 %.
- **- 5 000,00 €** au chapitre 10 fonction 01 nature 10222.

C) La gestion des emprunts

- Intérêts à régler à échéance :
-1 000 000,00 € inscrits au chapitre 66, fonction 01, nature 66111
- Remboursement de la dette en capital :
Dans le cadre de sa stratégie financière, le Département fixe son recours à l'emprunt 2021 à 35 000 000 € d'euros, il est donc proposé d'inscrire en recettes **-5 519 112,38 €** et en dépenses **-1 000 000,00 €** au chapitre 16, fonction 01, nature 1641

II) LES OPERATIONS D'ORDRE :

A) Entre les sections de fonctionnement et d'investissement :

Des ajustements sont à prévoir pour les catégories suivantes d'opérations comptables :

1. Subventions d'investissement transférées au compte de résultat : - 1 342 500 €
2. Neutralisation de la dotation aux amortissements des bâtiments publics : - 1 000 000 €
3. Dotation aux amortissements des immobilisations : - 7 050 000 €

Les 2 premières catégories d'écritures d'ordre entre sections se traduisent par des dépenses en section d'investissement (chapitre 040) et des recettes en section de fonctionnement (chapitre 042). La troisième catégorie se traduit par des dépenses en section de fonctionnement (chapitre 042) et des recettes en section d'investissement (chapitre 040).

B) A l'intérieur de la section d'investissement : + 2 139 489,71 €

Il s'agit d'ajuster les prévisions relatives aux opérations patrimoniales afférentes aux opérations pour compte de tiers (Chapitre 041 – Dépenses et Chapitre 041- Recettes).

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction des finances et du contrôle de gestion.

Opérations réelles

Service S0008 DFI - COMPTABILITE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Exécution comptable quotidienne	67	01	673			3 471 750,00	
Prestation						3 471 750,00	
Gestion des indus	017	01	6541			-500 000,00	
Prestation						-500 000,00	
Suivi des provisions	68	01	6817			1 740 000,00	
	78	01	7815				1 627 187,40
	78	01	7817				3 471 750,00
Prestation						1 740 000,00	5 098 937,40
Totaux						4 711 750,00	5 098 937,40

Service S0009 DFI - BUDGET ASSISTANCE ET TRESORERIE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Analyse financière prospective	10	01	10222					-5 000,00	1 000 000,00
	73	01	7321				20 000 000,00		
	73	01	7322				75 000,00		
	73	01	7326				-2 243 530,00		
	74	01	7411				-124 211,00		
	74	01	7461				10 844,00		
Prestation							17 718 103,00	-5 000,00	1 000 000,00
Analyses fiscales	014	01	73926			-1 122 472,00			
	731	01	73112				266 419,00		
	731	01	73114				126 342,00		
	731	01	73122				365 742,00		
	74	01	74832				117 799,00		
Prestation						-1 122 472,00	876 302,00		
Apurement du 1069	10	01	1068					15 932 953,25	
Prestation								15 932 953,25	
Avance remboursable DMTO	16	01	16871					5 197 648,50	
Prestation								5 197 648,50	
Compensation de la perte de la TFPB	73	01	73811				935 767,00		
Prestation							935 767,00		
Dépenses imprévues	022	01	022			503 000,00			
Prestation						503 000,00			
Fonds de stabilisation	74	01	74838				-677 122,00		
Prestation							-677 122,00		
Gestion des emprunts	16	01	1641					-1 000 000,00	-5 519 112,38
	66	01	66111			-1 000 000,00			
Prestation						-1 000 000,00		-1 000 000,00	-5 519 112,38
Gestion des emprunts garantis	78	01	7865				18 668,51		
Prestation							18 668,51		
Totaux						-1 619 472,00	18 871 718,51	20 125 601,75	-4 519 112,38

Opérations d'ordre

Fonctionnement

DIRECTION	IMPUTATION					Fonctionnement	
						Dépenses	Recettes
DIRECTION DES FINANCES ET DU CONTROLE DE GESTION	023	01	023	0	S0009	32 731 063,00	
	042	01	6811	0	S0008	-7 050 000,00	
	042	01	7768	0	S0008		-1 000 000,00
	042	01	777	0	S0008		-1 342 500,00
Totaux						25 681 063,00	-2 342 500,00

Investissement

DIRECTION	IMPUTATION					Investissement	
						Dépenses	Recettes
DIRECTION DES FINANCES ET DU CONTROLE DE GESTION	021	01	021	0	S0009		32 731 063,00
	040	01	13911	0	S0008	-10 000,00	
	040	01	13912	0	S0008	70 000,00	
	040	01	13914	0	S0008	-35 000,00	
	040	01	13916	0	S0008	500,00	
	040	01	139172	0	S0008	-7 500,00	
	040	01	139178	0	S0008	-500,00	
	040	01	13918	0	S0008	-700 000,00	
	040	01	13931	0	S0008	-660 000,00	
	040	01	198	0	S0008	-1 000 000,00	
	040	01	28031	0	S0008		-365 000,00
	040	01	28033	0	S0008		-3 000,00
	040	01	2804112	0	S0008		-185 000,00
	040	01	2804122	0	S0008		5 000,00
	040	01	2804141	0	S0008		-295 000,00
	040	01	2804142	0	S0008		-1 000 000,00
	040	01	2804151	0	S0008		-2 000,00
	040	01	2804152	0	S0008		-160 000,00
	040	01	28041721	0	S0008		-26 000,00
	040	01	28041781	0	S0008		-145 000,00
	040	01	28041782	0	S0008		-500 000,00
	040	01	2804181	0	S0008		-5 000,00
	040	01	2804182	0	S0008		-10 000,00
	040	01	2804183	0	S0008		1 120 000,00
	040	01	280421	0	S0008		-65 000,00
	040	01	280422	0	S0008		20 000,00
	040	01	280431	0	S0008		45 000,00

DIRECTION	IMPUTATION					Investissement	
						Dépenses	Recettes
	040	01	280432	0	S0008		690 000,00
	040	01	2804411	0	S0008		270 000,00
	040	01	2804412	0	S0008		-700 000,00
	040	01	2804421	0	S0008		-135 000,00
	040	01	28128	0	S0008		-14 000,00
	040	01	281311	0	S0008		-300 000,00
	040	01	281312	0	S0008		-430 000,00
	040	01	281313	0	S0008		-70 000,00
	040	01	281314	0	S0008		-10 000,00
	040	01	281321	0	S0008		-450 000,00
	040	01	281328	0	S0008		5 000,00
	040	01	281352	0	S0008		-30 000,00
	040	01	2814	0	S0008		-5 000,00
	040	01	28153	0	S0008		-510 000,00
	040	01	28157	0	S0008		-210 000,00
	040	01	2817312	0	S0008		-470 000,00
	040	01	281735	0	S0008		-100 000,00
	040	01	281753	0	S0008		-10 000,00
	040	01	281785	0	S0008		-5 000,00
	040	01	28181	0	S0008		-80 000,00
	040	01	28182	0	S0008		-80 000,00
	040	01	281838	0	S0008		-2 620 000,00
	040	01	281848	0	S0008		-140 000,00
	040	01	28185	0	S0008		-90 000,00
	040	01	28188	0	S0008		15 000,00
	041	01	204412	997	S0008	2 139 489,71	
	041	01	458213	997	S0008		215 958,88
	041	01	458219	997	S0008		120 000,00
	041	01	458220	997	S0008		1 803 530,83
Totaux						-203 010,29	27 820 552,71

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Il est proposé de modifier les inscriptions budgétaires 2021 comme suit :

1) Ajustements en recettes :

Il est proposé l'inscription de crédits supplémentaires en recettes de fonctionnement non suffisamment prévus au moment du vote du Budget Primitif :

Prestation « Paye des agents » :

Récupérations trop-perçus sur salaires

Chapitre 013 – fonction 0201 – nature 6419 : +100 000,00 €

Récupérations charges personnels détachés

Chapitre 013 – fonction 0201 – nature 6459 : +100 000,00 €

2) Mouvement de crédits en dépenses

Il est proposé un mouvement de crédits du chapitre 67 vers le chapitre 012

Prestation « Conventions de mises à disposition de personnels »

Protocoles transactionnels

Chapitre 67 – fonction 01 – nature 678 : -20 000,00 €

Conventions de mises à disposition

Chapitre 012 – fonction 0201 – nature 6218 : +20 000,00 €

3) Ajustements en dépenses :

Il est proposé l'inscription de crédits supplémentaires en dépenses de fonctionnement en vue de financer :

- Le recrutement d'infirmières, de sages-femmes, de conseillers numériques, d'un DGS et d'apprentis,
- La prime de précarité (ou indemnité de fin de contrat) à certains personnels contractuels au terme de leur contrat, dans les limites du cadre législatif et réglementaire.

Prestation « Paye des assistants familiaux ».

Chapitre 012 – fonction 51 – nature 64121 : +160 000,00 €

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction des ressources humaines.

Service S0064 DRH - SERVICE ADMINISTRATION DES RESSOURCES HUMAINES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Conventions de mise à disposition de personnel	012	0201	6218			20 000,00	
	67	01	678			-20 000,00	
Prestation						0,00	
Paye des agents	013	0201	6419				100 000,00
	013	0201	6459				100 000,00
Prestation							200 000,00
Paye des Assistants familiaux	012	51	64121			160 000,00	
Prestation						160 000,00	
Totaux						160 000,00	200 000,00

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Il est proposé de modifier les inscriptions budgétaires 2021 comme suit :

1) Ajustements en dépenses :

L'inscription de crédits supplémentaires en dépenses de fonctionnement, non prévus au moment du vote du Budget Primitif, est proposée :

- S0120 Service des commissions

Afin de mettre le niveau des indemnités des élus en adéquation avec la réglementation :

Prestation « indemnités dues aux élus » :

Indemnités :

Chapitre 65 – fonction 021 – nature 6531 : + 37 000,00 €

Cotisations retraite :

Chapitre 65 – fonction 021 – nature 6533 : + 3000,00 €

Cotisations URSSAF :

Chapitre 65 – fonction 021 – nature 6534 : + 10 000,00 €

TOTAL : + 107 300,00 €

2) Mouvements de crédits en dépenses :

• S0002 Service du courrier

Prestation « expédition du courrier » :

Frais d'affranchissements :

Chapitre 011 fonction 0202 nature 6261 : - 14 000,00 €

• S0120 Service commissions :

Prestation « subventions à des associations d'élus » :

Association des maires ruraux du Gard :

Chapitre 65 – fonction 021 – nature 6574 : + 5 000,00 €

• S0125 Service juridique :

Prestation « subvention à des organismes à caractère juridique » :

Subvention de fonctionnement UFC Que choisir

Chapitre 011 fonction 0202 nature 6574 :

UFC Que Choisir Nîmes : + 5 000,00 €

UFC Que Choisir Alès : + 1 000,00 €

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction des affaires juridiques et de la commande publique.

Service S0002 DAJCP-SERVICE COURRIER

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Expédition du courrier	011	0202	6261			-14 000,00
Prestation						-14 000,00
Totaux						-14 000,00

Service S0120 DAJCP - SERVICE COMMISSIONS

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Indemnités dues aux élus	65	021	6531			37 000,00
	65	021	6533			3 000,00
	65	021	6534			10 000,00
Prestation						50 000,00
Subvention à des associations d'élus	65	021	6574			5 000,00
Prestation						5 000,00
Totaux						55 000,00

Service S0125 DAJCP- SERVICE JURIDIQUE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Subvention aux organismes à caractère juridique	65	0202	6574			6 000,00
Prestation						6 000,00
Totaux						6 000,00

DIRECTION DE L'INNOVATION ET DES SYSTEMES D'INFORMATION

Il est proposé de modifier les inscriptions budgétaires 2021 comme suit :

1) Crédits de fonctionnement supplémentaires

Logiciel :

Abonnement Microsoft Office EMS E3 pour mise en sécurité du SI : 200 000,00 €

Télécoms :

Le changement d'opérateur pour les liaisons intersites et internet au 1^{er} janvier 2022 et la nécessité pour le nouvel opérateur Orange de construire un réseau parallèle à celui de l'opérateur actuel SFR pour effectuer la bascule progressive des sites sur le nouveau réseau et livrer la totalité le 01/12/2021 requiers l'existence de 2 dispositifs parallèles (Orange et SFR), impliquant ainsi une double facturation sur le périmètre arrêté à cette période : **+43 000,00€**

La nécessité de monter en débit les 30 sites distants départementaux afin de répondre aux besoins liés aux nouveaux usages numériques : 60 000,00 €

La monter en débit la liaison internet du collège de Remoulins dans le cadre de sa reconstruction (passage en fibre optique) : 12 000,00 €

Le cyber attaque par phishing du 7 juillet 2021 a nécessité d'analyser les dégâts et de mettre en place des opérations de restauration et de sécurisation du SI : 15 000 €

Il est proposé l'inscription de 40 000,00 € supplémentaires pour la mise en œuvre d'un parcours de sécurité mené par l'agence nationale de sécurité des systèmes d'information dans le cadre du plan France relance.

Total des crédits demandés : 370 000,00 €

À inscrire comme suit :

- + **103 000,00 €** sur le chapitre 011, fonction 0202, nature 6262 (télécoms),
- + **12 000,00 €** sur le chapitre 011, fonction 221, nature 6262, regroupement 12 (télécoms collèges)
- + **200 000,00 €** sur le chapitre 011, fonction 0202, nature 6188 (abonnement),
- + **15 000,00 €** sur le chapitre 011, fonction 221, nature 6228 (prestations).
- + **40 000,00 €** sur le chapitre 011, fonction 05 nature 6228

2) AJUSTEMENT DE CREDITS D'INVESTISSEMENT EN INTERNE

Afin de remplacer prioritairement les infrastructures de stockage de données, il est proposé également de transférer **193 000,00 € du chapitre 20 (droits d'usage logiciels) au chapitre 21 (matériel informatique), comme suit :**

- 100 000,00 € sur le chapitre 20, fonction 0202, nature 2051 - Service projets
- 63 000,00 € sur le chapitre 20, fonction 0202, nature 2051 - Service production
- 30 000,00 € sur le chapitre 20, fonction 221, nature 2051, regroupement 12 - Service équipements
- + 193 000,00 € sur le chapitre 21, fonction 0202, nature 21838 - Service production

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de l'innovation et des systèmes d'information.

Service S0007 DISI - POLE DE GESTION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Gestion de la comptabilité fournisseurs pour les services télécoms	011	0202	6262			103 000,00
	011	221	6262			12 000,00
Prestation						115 000,00
Totaux						115 000,00

Service S0015 DISI - SERVICE PRODUCTION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Acquisition d'équipements d'infrastructures informatiques	20	0202	2051				-63 000,00
	21	0202	21838				193 000,00
Prestation							130 000,00
Frais occasionnés dans le cadre de la crise sanitaire	011	05	6228			40 000,00	
Prestation						40 000,00	
Maintenance d'équipements d'infrastructures informatiques	011	0202	6188			200 000,00	
	011	0202	6228			15 000,00	
Prestation						215 000,00	
Totaux						255 000,00	130 000,00

Service S0137 DISI - SERVICE EQUIPEMENT

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Participation au développement des usages numériques	20	221	2051			-30 000,00
Prestation						-30 000,00
Totaux						-30 000,00

Service S0138 DISI - SERVICE PROJETS

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Déploiement d'applications et des matériels associés	20	0202	2051			-100 000,00
Prestation						-100 000,00
Totaux						-100 000,00

DIRECTION DE LA LOGISTIQUE pour la gestion des bâtiments et la logistique

Les propositions de modification des inscriptions budgétaires s'articulent autour des politiques publiques suivantes :

- 1 – Optimiser le parc immobilier départemental**
- 2 – Prendre en compte le développement durable dans la stratégie patrimoniale**

1- OPTIMISER LE PARC IMMOBILIER DEPARTEMENTAL :

1.1 Acquisitions et ventes d'immeubles

En recettes d'investissement :

Plusieurs projets de cessions immobilières ont pris du retard pour des raisons d'autorisation administratives ou réglementaires et ne pourront pas être finalisés sur cet exercice. Il s'agit entre autres des ventes ; d'une habitation à Lussan, des locaux (partie administrative et logements de fonction) des casernes de gendarmerie de Sommières et de Sumène, de la maison « Callet » située sur le site du Pont du Gard.

Il convient donc de réajuster les recettes attendues pour les opérations de cessions immobilières du Département.

Chapitre 024, fonction 01, nature 024 : - **3 021 471,00 €**

1.2 Mobilier :

En dépenses d'investissement hors AP :

Afin d'assurer le financement de la maintenance et du contrôle des installations de sécurité dans les collèges, il est proposé de transférer 15 000 € de la ligne dédiée renouvellement en mobilier usager des locaux administratifs :

Chapitre 21, fonction, 0202, nature 21848 : -**15 000,00 €**

1.3 Etudes et travaux de restructuration, réhabilitation, réaménagement Bâtiments :

En Autorisation de Programme :

Au regard de l'état d'avancement et de l'achèvement de plusieurs programmes, il est proposé de diminuer et de clôturer les enveloppes AP 2005 BPSEMUSRES (restructuration musée Pont St esprit), 2007 BESP CERES (restructuration centre d'exploitation l'Espérou), 2007 BLANCERES (restructuration centre d'exploitation Lanuéjols), 2007 BNRIARES (restructuration RIA), 2010 BABSELCO (construction abri à sel DGADIF), 2014 BQUICMSRES (restructuration CMS Quissac),

2017 BGAABSELCO (construction abri à sel Garons), 2018 Bcestgilco (construction centre d'exploitation de St Gilles) :

AP 2005 BPSEMUSRES : - 242 497,30 €
AP 2007 BESP CERES : - 3 918 623,68 €
AP 2007 BLANCERES : - 642 000 €
AP 2007 BNRIARES : -26 713,81 €
AP 2010 BABSELCO : - 44 650,99 €
AP 2014 BQUICMSRES : - 2 484 000 €
AP 2017 BGAABSELCO : - 300 000 €
AP 2018 Bcestgilco : - 1 500 000 €

Il est par ailleurs proposé de réajuster certaines enveloppes dont les programmes et les opérations sont en voie d'achèvement mais pour lesquels certains engagements restent à solder ou des recettes restent à percevoir.

AP 2007 BALESTURES (restructuration UT Alès) : - 3 090 000 €
AP 2007 BSADVEDSECO (construction centre d'exploitation St André de Valborgne) :
-3 311 395,66 €
AP 2009 BVIGCMSRES (restructuration CMS le Vigan) : -721 377,93 €
AP 2010 BLGCCECO (construction centre d'exploitation de la Grand-Combe) : - 2 880 681,95 €

Enfin, il est proposé de revaloriser l'AP DIDASSO dédiée à la création de la maison des associations « Diderot » à Nîmes pour un montant de 300 000 € et de la porter ainsi à 600 000 €.

2 – PRENDRE EN COMPTE LE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA STRATEGIE PATRIMONIALE

2.1 Gestion du programme de transition énergétique :

En Autorisation de programme :

Afin de clôturer le programme de déploiement du co-voiturage, il est proposé de diminuer l'AP 2012 DTCOVOITU de - 134 057,22 €.

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de de la logistique - gestion des bâtiments.

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2005	BPSEMUSRES	PONT ST ESPRIT MUSEE RESTRUCTURAT.	3 685 421,48	-242 497,30	3 442 924,18	0,00	0,00
2007	BALESUTRES	RESTRUCTURATION DE L'U.T.R D'ALES	3 391 442,74	-3 090 000,00	301 442,74	0,00	107 981,42
2007	BESPCERES	RESTRUCTURATION DU C.E DE L'ESPEROU	3 964 000,00	-3 918 623,68	45 376,32	0,00	0,00
2007	BLANCERES	RESTRUCTURATION DU C.E DE LANUEJOLS	671 232,23	-642 000,00	29 232,23	0,00	0,00
2007	BNRIARES	RESTRUCTURATION DU R.I.A	6 642 502,11	-26 713,81	6 615 788,30	0,00	0,00
2007	BSADEVCECO	CONSTRUCTION CE ST ANDRE DE VALBORGNE	3 634 117,03	-3 311 395,66	322 721,37	0,00	96 000,00
2009	BVIGCMSRES	AMENAGEMENT DU CMS DU VIGAN	1 523 000,00	-721 377,93	801 622,07	0,00	38 341,15
2010	BLGCCECO	LA GRAND COMBE CONST. CE	3 186 682,08	-2 880 681,95	306 000,13	0,00	0,00
2021	DTCOVOITUR	COVOITURAGE	137 605,38	-134 057,22	3 548,16	0,00	0,00
2013	BABSELCO	CONSTRUCTION D'ABRIS A SEL POUR LA DGADIF	330 000,00	-44 650,99	285 349,01	0,00	0,00
2014	BQUICMSRES	REST DU CMS DE QUISSAC	2 484 000,00	-2 484 000,00	0,00		0,00
2017	BGAABSELCO	CONSTRUCTION ABRI A SEL A GARONS	300 000,00	-300 000,00	0,00	0,00	0,00
2018	BCESTGILCO	CONSTRUCTION D'UN CENTRE D'EXPLOITATION A SAINT GILLES	1 500 000,00	-1 500 000,00	0,00	0,00	0,00
2020	DIDASSO	CREATION MAISON DES ASSOCIATIONS DIDEROT NIMES	300 000,00	300 000,00	600 000,00	100 000,00	500 000,00

Service S0013 DLOG - SERVICE PROGRAMMATION ET GESTION PATRIMONIALE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Recettes
Acquisitions et ventes d'immeubles	024	01	024			-3 021 471,00
Prestation						-3 021 471,00
Totaux						-3 021 471,00

Service S0060 DLOG - SERVICE MOYENS ET ENVIRONNEMENT DU TRAVAIL

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Mobilier	21	0202	21848			-15 000,00
Prestation						-15 000,00
Totaux						-15 000,00

COMMISSION DEVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES

DIRECTION DE L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE ET DE L'HABITAT

Il est proposé de modifier les inscriptions budgétaires 2021 au niveau des crédits gérés par la Direction de l'attractivité du territoire et de l'habitat, comme suit :

I) FAVORISER LA PROSPERITE ET L'EQUILIBRE DES TERRITOIRES

Dans le cadre de sa politique publique destinée à FAVORISER LA PROSPERITE ET L'EQUILIBRE DES TERRITOIRES le Département distingue deux axes stratégiques :

- déployer une politique volontariste d'habitat social
- renforcer la cohésion territoriale par la conduite de politiques contractuelles

A) Déployer une politique volontariste d'habitat social

Service Habitat et Renouvellement Urbain (SHRU) S0049

1) Prestation « Appui technique logement social »

Je vous propose de diminuer et de clôturer

- L'AE MARCHELOG 2017 de -71 662.15 € et de la clôturer.
- L'AE MARCHELOG 2021 de -750 000.00 € et de la clôturer.
- D'augmenter l'AE MARCHELOG 2018 de 89 054.05 €, portant ainsi son montant total à 813 935.05 €

Les révisions d'enveloppe impliquent pour les crédits de paiement 2021 les ajustements suivants ;

- **841,10 €** chapitre 011 fonction 72 nature 6228 l'AE MARCHELOG 2017 ;
- +**89 054,05 €** chapitre 011 fonction 72 nature 6228 l'AE MARCHELOG 2018,
- 20 000,00 €** chapitre 011 fonction 72 nature 6228 l'AE MARCHELOG 2020,

2) Prestation « Subventions à la création et à la réhabilitation de logements hors RU »

Compte tenu des demandes de subvention traitées et des engagements réalisés, je vous propose de diminuer les AP suivantes :

- LOGEMENT 2015 de -35 000.00 €
- LOGEMENT 2016 de -68 316.00 €
- LOGEMENT 2017 de -78 387.00 €
- LOGEMENT 2018 de -91 127.00 €
- LOGEMENT 2019 de -824 578.00 €
- LOGEMENT 2020 de -871 562.54 €

Les révisions d'enveloppe impliquent pour les crédits de paiement 2021 les ajustements suivants :

-0.60 € chapitre 204 fonction 72 nature 204142 2019 LOGEMENT

3) Prestation « Subventions à la création et à la réhabilitation de logements sociaux hors RU Habitat du Gard »

Je vous propose de diminuer l'AP FUSION 2014 de -15 525.02 €.

Il est nécessaire de procéder sur les CP de 2021 à l'ajustement suivant **-0.02 €** sur le chapitre 204 fonction 72 nature 2041782 AP 2014 FUSION

4) Prestation « Subventions aux opérations d'amélioration de l'habitat »

Je vous propose de **clôturer** l'AP HABITAT 2015

5) Prestation « Subventions dans le cadre du FDS ANRU2 et PNRQAD Saint Gilles »

Compte tenu des demandes de subvention traitées et des engagements réalisés, je vous propose de diminuer les AP suivantes :

- l'AP RU2INV 2018 de -3 750.00 €
- l'AP RU2INV 2019 de -332 857.00 €
- l'AP RU2INV 2020 de -2 630 549.00 €

6) Prestation « Subventions dans le cadre du FDS pour ORU du Grand Alès en Cévennes »

Les opérations étant terminées, je vous propose de clôturer l'AP RUALESFON 2012.

7) Prestation « Subventions pour la création d'aires d'accueil des gens du voyage »

Je vous propose de diminuer l'AP AIREGDV 2014 de -24 000.00 €. Les opérations liées à cette enveloppe étant terminées, il peut être procédé à sa clôturer.

B) Renforcer la cohésion territoriale par la conduite de politiques contractuelles

Service Aménagement du Territoire et Collectivités - S0176

1) Prestation « Etudes Des projets de développement »

Je vous propose de diminuer l'AE PONTDUGARD 2017 de -119 192.00 € et de la clôturer. Cette enveloppe était destinée à financer les études pour la création d'une offre hôtelière sur le site du pont du Gard.

2) Prestation « Subvention à la planification urbaine PLU »

Je vous propose de diminuer l'AP PLUGD 2019 de -15 000.00 € de la clôturer.

3) Prestation « Subventions dans le cadre des contrats avec les communes et leurs groupements »

Je vous propose de diminuer les enveloppes suivantes à hauteur des engagements réalisés.

- l'AP PROJTERRI 2019 de -50 000.00 €
- l'AP PROJTERRI 2020 de -93 750.00 €
- l'AP PROJTERRI 2021 de -100 000.00 €
- l'AP CDE 2017 de -172 705.00 €
- l'AP CDE 2018 de -526 781.25 €
- l'AP CDE 2019 de -1 093 517.50 €
- l'AP CDE 2020 de -1 356 957.50 €
- l'AP DID 2018 de -160 000.00 €

Les AP PROJTERRI 2019 et 2021 pourront être également clôturées

Pour tenir compte de l'avancement des projets, il est nécessaire de procéder sur les CP de 2021 aux ajustements suivants :

- 11 677,00 € sur le chapitre 204 fonction 70 nature 204142 AP 2017 CDE
- 14 262,00 € sur le chapitre 204 fonction 70 nature 204142 AP 2018 DID

4) Prestation « Subvention pour le soutien aux services de proximité en milieu rural »

Compte tenu du soutien important apporter à ces subventions, je vous propose d'augmenter l'AP CREARURALE 2021 de 20 000.00 €, portant ainsi son montant total à 40 000.00 €

Les opérations étant terminées, il convient de diminuer et de clôturer les enveloppes mentionnées ci-après

- L'AP CREARURALE 2017 de -10 000.00 €
- L'AP CREARURALE 2019 de -36 357.00 €.
- L'AP CREARURALE 2020 de -20 000.00 €.

5) Prestation « Subvention pour la préservation du potentiel agricole gardois »

Je vous propose d'inscrire en section de fonctionnement **+500 000,00 €** en crédit de paiement 2021 sur l'imputation 64-74-6574, pour la participation du Département aux mesures d'urgences d'aide aux agriculteurs sinistrés par le gel du 7 et 8 avril 2021

II) CONJUGUER JUSTICE SOCIALE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE POUR L'EMPLOI ET L'INSERTION

Dans le cadre de l'axe stratégique PROMOUVOIR LES ATOUTS ECONOMIQUES ET TOURISTIQUES GARDOIS, le service Tourisme et Attractivité du Territoire (S0079) propose les modifications suivantes :

Pour les autorisations de programmes

- De diminuer l'AP AGRITOUR 2019 de -33 589.53 €
- De diminuer l'AP AGRITOUR 2020 de -28 876.00 €
- De diminuer l'AP PAVT 2019 de -125 000.00 €
- De diminuer l'AP PAVT 2020 de -165 000.00 €

Pour les crédits de paiement

Les diminutions des enveloppes impliquent sur les crédits de l'exercice budgétaire 2021 les ajustements suivants :

- **10 000,00 €** sur le chapitre 204 fonction 94 nature 204142 2019 PAVT
- **1 500,00 €** sur le chapitre 204 fonction 94 nature 20421 2019 PAVT
- **8 800,00 €** chapitre 204 fonction 94 nature 20421 2020 PAVT
- **233.23 €** chapitre 204 fonction 94 nature 20422 2019 AGRITOUR
- **4 200,00 €** chapitre 204 fonction 94 nature 20422 2020 AGRITOUR

Il convient également de **diminuer de -50 000,00 €** les crédits alloués à la structure de gestion pour la signalisation (21 – 621 – 2188).

CONCLUSION

Pour la réalisation des politiques menées par la direction de l'attractivité du territoire et de l'habitat, je vous propose les mouvements suivants :

En dépense :

- fonctionnement : + 568 212.95
- investissement – 100 672.85

Je vous propose également les interventions suivantes sur les AE/AP gérées par la direction :

De clôturer

- Les AE MARCHELOG 2017, MARCHELOG 2021
- L'AP HABITAT 2015
- L'AP AIREGDV 2014
- L'AE PONT DU GARD 2017
- L'AP PLUGD 2019
- Les AP PROJTERRI 2019, PROJTERRI 2021
- Les AP CREARURALE 2017, CREARURALE 2019, CREARURALE 2020
- L'AP RUALESFON 2012

D'augmenter

- L'AE MARCHELOG 2018 de 89 054.05 €
- L'AP CREARURALE 2021 de 20 000.00 €

De diminuer

- Les AP LOGEMENT 2015, LOGEMENT 2016, LOGEMENT 2017, LOGEMENT 2018, LOGEMENT 2019, LOGEMENT 2020
- L'AP FUSION 2014
- Les AP RU2INV 2018, RU2INV 2019, RU2INV 2020
- Les AP CDE 2017, CDE 2018, CDE 2019, CDE 2020
- L'AP DID 2018
- Les AP AGRITOUR 2019, AGRITOUR 2020
- Les AP PAVT 2019, PAVT 2020
- Les AP PROJERRI 2020, PROJERRI 2021
- L'AP MARCHELOG 2021

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de l'Attractivité du Territoire et de l'Habitat s'établissant de la façon suivante.

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2012	RUALESFON	SUBVENTION FDS POUR ORU DU GRAND ALES EN CEVENNES	118 000,00	0,00	118 000,00	26 000,00	0,00
2014	AIREGDV	SUBVENTIONS A LA CREATION D'AIRES D'ACCUEIL DES GENS DUVOYAGE	24 000,00	-24 000,00	0,00	0,00	0,00
2014	FUSION	SUBVENTIONS A LA CREATION ET A LA REHABILITATION DELOGEMENTS	694 000,00	-15 525,02	678 474,98	85 560,00	99 700,00
2015	HABITAT	SUBVENTIONS POUR LES OPERATIONSTERRITORIALISEES DE L'HABITAT	47 530,00	0,00	47 530,00		
2015	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION ET A LA REHABILITATIONDE LOGEMENTS	3 721 800,00	-35 000,00	3 686 800,00	67 800,00	125 094,00
2016	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION ET A LA REHABILITATIONDE LOGEMENTS	1 715 866,00	-68 316,00	1 647 550,00	134 056,00	89 465,00
2017	CDE	FONDS DE SOUTIEN AUX TERRITOIRES	7 415 369,72	-172 705,00	7 242 664,72	647 614,00	0,00
2017	CREARURALE	SERVICE DE PROXIMITE CREATION ZONE RURALE	20 000,00	-10 000,00	10 000,00	0,00	0,00
2017	LOGEMENT	SUBVENTIONS A LA CREATION ET A LA REHABILITATION DE LOGEMENT	3 668 685,00	-78 387,00	3 590 298,00	365 058,00	403 773,53
2017	MARCHELOG	APPUI TECHNIQUE LOGEMENT SOCIAL	233 881,50	-71 662,15	162 219,35	31 258,90	0,00
2017	PONTDUGARD	ETUDES POUR LA CREATION D'UNE OFFRE HOTELIERE SUR LE SITE DUPONT DU GARD	119 192,00	-119 192,00	0,00	0,00	0,00
2018	CDE	FONDS DE SOUTIEN AUX TERRITOIRES	5 540 174,00	-526 781,25	5 013 392,75	480 000,00	378 362,00
2018	DID	DOSSIERS D'INTERETS DEPARTEMENTAUX	1 960 000,00	-160 000,00	1 800 000,00	1 085 738,00	0,00
2018	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION ET A LA REHABILITATION DE LOGEMENTS	2 852 821,00	-91 127,00	2 761 694,00	562 000,00	608 446,00
2018	MARCHELOG	APPUI TECHNIQUE LOGEMENT SOCIAL	724 881,00	89 054,05	813 935,05	286 954,05	45 501,07
2018	RU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2 ETPNRQAD DE SAINT GILLES	389 528,00	-3 750,00	385 778,00	74 361,00	294 537,00
2019	AGRITOUR	SUBVENTION A L'AGRITOURISME	45 000,00	-33 589,53	11 410,47	8 806,77	0,00
2019	CDE	FONDS DE SOUTIEN AUX TERRITOIRES	7 000 000,00	-1 093 517,50	5 906 482,50	2 421 000,00	1 486 310,50
2019	CREARURALE	SUBVENTIONS POUR LES SERVICES DE PROXIMITE EN ZONE RURALE	40 000,00	-36 357,00	3 643,00	0,00	0,00

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2019	LOGEMENT	SUBVENTIONS A LA CREATION REHABILITAION DE LOGEMENT	3 000 000,00	-824 578,00	2 175 422,00	616 540,00	963 156,00
2019	PAVT	PETIT PATRIMOINE A VOCATION TOURISTIQUE	200 000,00	-125 000,00	75 000,00	46 100,00	0,00
2019	PLUGD	SUBVENTIONS A L'ELABORATION DES PLU GARD DURABLE	15 000,00	-15 000,00	0,00	0,00	0,00
2019	PROJTERRI	SUBVENTIONS POUR DES PROJETS DE TERRITOIRES	50 000,00	-50 000,00	0,00	0,00	0,00
2019	RU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2 ET DUPNRQAD DE SAINT-GILLES	3 082 000,00	-332 857,00	2 749 143,00	1 040 745,00	1 708 398,00
2020	AGRITOUR	AGRITOURISME	45 000,00	-28 876,00	16 124,00	12 000,00	0,00
2020	CDE	SUBVENTION DANS LE CADRE DES CONTRATS AVEC LES COMMUNES ETLEURS GROUPEMENTS	7 000 000,00	-1 356 957,50	5 643 042,50	1 346 795,00	3 814 909,00
2020	CREARURALE	SUBVENTION POUR LE SOUTIEN AUX SERVICES DE PROXIMITE ENMILIEU RURAL	20 000,00	-20 000,00	0,00	0,00	0,00
2020	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION REHABILITATION DE LOGEMENT	3 000 000,00	-871 562,54	2 128 437,46	286 136,00	1 791 241,46
2020	PAVT	PETIT PATRIMOINE A VOCATION TOURISTIQUE	200 000,00	-165 000,00	35 000,00	26 200,00	0,00
2020	PROJTERRI	SUBVENTION DES PROJETS DE TERRITOIRES	1 100 000,00	-93 750,00	1 006 250,00	300 000,00	700 000,00
2020	RU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2 ET DUPNRQAD DE SAINT GILLES	3 000 000,00	-2 630 549,00	369 451,00	100 000,00	267 551,00
2021	CREARURALE	SUBVENTION POUR LE SOUTIEN AUX SERVICES DE PROXIMITE ENMILIEU RURAL	20 000,00	20 000,00	40 000,00		40 000,00
2021	MARCHELOG	APPUI TECHNIQUE LOGEMENT SOCIAL	750 000,00	-750 000,00	0,00	0,00	0,00
2021	PROJTERRI	SUBVENTION DES PROJETS TERRITOIRES	100 000,00	-100 000,00	0,00		0,00

Service S0049 DATH - SERVICE HABITAT RENOUVELLEMENT URBAIN

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Appui technique logement social	011	72	6228	2017	MARCHELOG	-841,10	
	011	72	6228	2018	MARCHELOG	89 054,05	
	011	72	6228	2021	MARCHELOG	-20 000,00	
Prestation						68 212,95	
Subventions à la création et à la réhabilitation de logements hors RU	204	72	204142	2019	LOGEMENT		-0,60
Prestation							-0,60
Subventions à la création et la réhabilitation de logements sociaux hors RU Habitat du Gard	204	72	2041782	2014	FUSION		-0,02
Prestation							-0,02
Totaux						68 212,95	-0,62

Service S0079 DATH - SERVICE DU TOURISME ET DE L'ATTRACTIVITE TERRITOIRE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Subvention pour les projets structurants	204	94	204142	2019	PAVT	-10 000,00
	204	94	20421	2019	PAVT	-1 500,00
	204	94	20421	2020	PAVT	-8 800,00
	204	94	20422	2019	AGRITOUR	-233,23
	204	94	20422	2020	AGRITOUR	-4 200,00
	21	621	2188			-50 000,00
Prestation						-74 733,23
Totaux						-74 733,23

Service S0176 DATH - SERVICE AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET COLLECTIVITES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Subvention pour la préservation du potentiel foncier gardois	65	71	6574			500 000,00	
Prestation						500 000,00	
Subventions dans le cadre des contrats avec les communes et leurs groupements	204	70	204142	2017	CDE		-11 677,00
	204	70	204142	2018	DID		-14 262,00
Prestation							-25 939,00
Totaux						500 000,00	-25 939,00

MISSION QUALITE ALIMENTAIRE

Dans le cadre de notre orientation politique « Favoriser la prospérité et l'équilibre des territoires », les interventions de l'axe « Déployer la Politique Alimentaire Départementale » se déclineront selon deux missions :

- Structurer une offre alimentaire de qualité sur le territoire
- Faciliter l'accès des Gardois à l'offre alimentaire du territoire

La Politique Alimentaire Départementale, labellisée « Projet Alimentaire Territorial » par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, est une politique transversale. Elle recouvre différentes interventions du Département aussi diverses que les activités du laboratoire départemental d'analyse, la marque de territoire Militant du Goût ou encore la gestion des repas dans les collèges et l'accès à une alimentation de qualité pour les plus fragiles.

Le Département a souhaité transposer cette transversalité interne à l'échelle de son déploiement territorial et a en ce sens fédérer et associer les acteurs du territoire à sa démarche. La Charte d'engagement pour une alimentation de qualité dans le Gard compte ainsi 37 structures signataires, rassemblées autour d'un objectif partagé : favoriser une alimentation de qualité, saine et durable accessible aux Gardois.

Les propositions de modifications des inscriptions budgétaires 2021 s'articulent de la manière suivante

I) Section d'investissement

A) Autorisation de programme

Dans le cadre de sa mission Structurer une offre alimentaire de qualité sur le territoire Le Département met en place depuis plusieurs années une Gouvernance Alimentaire Gardoise. Le renforcement de cette gouvernance constitue un axe fort du projet politique du Département en la matière.

Afin de poursuivre sa mise en œuvre, il convient de construire et d'animer un réseau des Projets Alimentaires Territoriaux du Gard reposant sur la mise en réseau des collectivités porteuses de PAT ou désireuses d'en mettre un en place et des acteurs du territoire. Ce projet permet ainsi d'accompagner l'émergence, le développement des PAT au travers d'un soutien technique et financier, de la co-organisation d'actions territorialisées, d'évènements, et de formations.

Pour ce faire, il vous est proposé de créer une enveloppe GOUVALIM AE 2021 d'un montant de **86 000,00 €**

Il est également proposé la révision des enveloppes suivantes

- - 2015 PCOMSTRUAP : -46 768,24 €
- - 2019 PAGAP : - 10 840,95 €

Enfin les opérations étant terminées, il convient de clôturer les enveloppes suivantes :

- 2015 PCOMSTRUAP
- 2016 PADAOAP

B) Réajustement des crédits de paiement

Au vu de l'avancement de projet il est proposé en dépenses d'investissement les réajustements suivants :

- **46 768,00 €** ligne 204-928 -20422 - 2015 PCOMSTRUAP
- **3 081,58 €** ligne 204 928 20421 2019 PAGAP

II) Section de fonctionnement

A) Autorisations d'engagement

Compte tenu des engagements réalisés, il convient de réviser certaines autorisations d'engagement comme suit :

- 2014 PCOMSTRUAE : - 38 807,49 €
- 2016 PADAOAE : - 1 527,80 €
- 2016 PADSOAE : - 2 440.84 €
- 2017 PADAOAE - 565,45 €
- 2019 PADSOAE- 493,69 €
- 2020 PADSOAE : -27 936.57 €
- 2020 PADAOAE- 2 000,00 €

Les opérations étant terminées il convient de clôturer les enveloppes suivantes :

- 2014 PCOMSTRUAE
- 2016 PADAOAE
- 2016 PADSOAE
- 2017 PADAOAE

B) Réajustement des crédits de paiement

- **1 517,40 €** ligne 65 928 65734 2019 PADSOAE

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la mission qualité alimentaire.

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2014	PCOMSTRUAE	PROJETS COMMERCIAUX STRUCTURANTS	72 274,46	-38 807,49	33 466,97	0,00	0,00
2015	PCOMSTRUAP	PROJETS COMMERCIAUX STRUCTURANTS	46 768,00	-46 768,00	0,00	0,00	0,00
2016	PADAOAE	POLITIQUE ALIMENTAIRE ACCES A L'OFFRE AE	10 449,10	-1 527,80	8 921,30	0,00	0,00
2016	PADAOAP	POLITIQUE ALIMENTAIRE ACCES A L'OFFRE	29 427,64	0,00	29 427,64	0,00	
2016	PADSOAE	POLITIQUE ALIMENTAIRE STRUCTURATION DE L'OFFRE AE	19 442,15	-2 440,84	17 001,31	0,00	0,00
2017	PADAOAE	POLITIQUE ALIMENTAIRE ACCES A L'OFFRE AE	17 052,49	-565,45	16 487,04		0,00
2019	PADSOAE	POLITIQUE ALIMENTAIRE STRUCTURATION DE L'OFFRE	12 010,29	-493,69	11 516,60	7 044,00	1 793,95
2019	PAGAP	PROJETS ALIMENTAIRES GARDOIS	22 030,90	-10 840,95	11 189,95	7 759,37	0,00
2020	PADAOAE	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DES CIRCUITS DE PROXIMITE	60 000,00	-2 000,00	58 000,00	31 182,97	16 817,03
2020	PADSOAE	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE ALIMENTAIRE	40 000,00	-27 936,57	12 063,43	12 063,43	0,00
2021	GOUVALIM	GOUVERNANCE ALIMENTAIRE DEPARTEMENTALE 2021		86 000,00	86 000,00		86 000,00

Service S0018 MISSION QUALITE ALIMENTAIRE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Subvention pour le développement de l'offre alimentaire gardoise	204	928	20422	2 015	PCOMSTRUAP		-46 768,00
	65	928	65734	2 016	PADSOAE	-1 517,40	
Prestation						-1 517,40	-46 768,00
Subvention pour l'éducation à la consommation responsable et pour la valorisation du patrimoine gastronomique du Gard	204	928	20421	2 019	PAGAP		-3 081,58
Prestation							-3 081,58
Totaux						-1 517,40	-49 849,58

DIRECTION DE L'EAU ET DE LA VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL

I) Favoriser la prospérité et l'équilibre des territoires

Dans le cadre de l'axe « **Renforcer la cohésion territoriale par la conduite de politiques contractuelles** » pour mener à bien la mission de participation à la modernisation des équipements et infrastructures rurales, il est proposé les inscriptions détaillées ci-après :

A. Subventions eau

Dans le cadre du partenariat Département-Agence de l'eau, les subventions de l'Agence de l'eau, allouées jusqu'en 2018, sont versées, aux collectivités maîtres d'ouvrage par le Département.

Compte tenu des annulations des crédits en dépenses pour les subventions de l'Agence de l'eau, lors de la Décision Modificative N°1, il est proposé de réduire également les autorisations de programmes correspondantes, en recettes, comme ci-dessous :

1) Autorisations de programmes

Imputation budgétaire	Autorisation de programme	Révision de l'AP
13 61 1318	2016 SUBER	-118 516,28 €
13 61 1318	2017 SUBER	-133 379,60 €
13 61 1318	2018 INVSTE	-47 727,23 €

Par ailleurs, des subventions relatives aux plans d'amélioration des pratiques phytosanitaires et horticoles (PAPPH) ont été réduites, au vu des justificatifs de paiement. L'autorisation d'engagement 2016 SENSIBEAU peut ainsi être diminuée de -2 148,22 € et clôturée.

Il vous est également proposé de solder l'autorisation de programme 2017 HYDRAU.

Il est nécessaire de prolonger certaines enveloppes de la manière suivante :

- une année de phasage 2023 pour les autorisations de programme et d'engagement 2016 SUBER, 2018 FONCTSTE
- deux années de phasage 2023 et 2024 pour l'autorisation de programme 2018 INVSTE
- deux années de phasage 2024 et 2025 pour l'autorisation de programme 2019 INVSTE
- deux années de phasage 2025 et 2026 pour l'autorisation de programme 2020 INVSTE
- une année de phasage 2026 pour l'autorisation de programme 2021 INVSTE
- trois années de phasage 2023, 2024 et 2025 pour l'autorisation de programme 2020 FONDESECO

2) Ajustement des crédits de paiement

- En recette

Au vu de l'état d'avancement des opérations, il est proposé de modifier les crédits de paiement 2021, en recettes, de la façon suivante :

- + **32 415,00 €** sur l'autorisation de programme 2015 SUBER
- + **220 000,00 €** sur l'autorisation de programme 2016 SUBER
- - **335 415,00 €** sur l'autorisation de programme 2017 SUBER
- + **83 000,00 €** sur l'autorisation de programme 2018 INVSTE chapitre 13, fonction 61, nature 1318

- En dépenses

Les crédits de paiement 2021 sont diminués de **-2 021,62 €** sur l'autorisation d'engagement 2016 SENSIBEAU chapitre 65, fonction 61, nature 65734

B. Subventions solidarité territoriale

1) Autorisations de programmes

Au regard de la réalisation des opérations subventionnées (justificatif de réalisation), il est proposé de solder l'autorisation de programme 2014 DECNRJ et réduire la programmation en matière de déchets 2015 DECNRJ de **-147 512,21 €** et de la clôturer.

2) Ajustements des crédits de paiement

Il est proposé de diminuer les crédits de paiement 2021 de **-121 779,57 €** sur l'autorisation de programme 2015 DECNRJ chapitre 204, fonction 731, nature 204142

II) RENFORCER LA SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS DANS UN ENVIRONNEMENT DE QUALITE

Dans le cadre de l'orientation politique « Renforcer la sécurité des personnes et des biens dans un environnement de qualité », les interventions se déclineront selon deux axes :

- Préserver et améliorer durablement notre environnement
- Développer les politiques de prévention des risques

A) Préserver et améliorer durablement notre environnement

Cet axe comprend quatre missions :

- Protéger et valoriser les espaces naturels,
- Organiser et valoriser la randonnée et les activités en espace naturel,
- Contribuer à la lutte contre les pollutions et les nuisances
- Contribuer à assurer à la population la ressource en eau en qualité et en quantité

Il est proposé d'ajouter une année de phasage 2023 pour les autorisations de programme et d'engagement suivantes : 2006 ACQUITDENS, 2017 GEST CHASS, 2019 PGESTION, 2016 SUBVPDESI, 2017 SUBVPDESI, 2018 INVAPN.

Il est proposé d'ajouter une année de phasage 2024 pour l'autorisation de programme 2019 INVAPN, une année de phasage 2025 pour l'autorisation de programme 2020 INVAPN et une année de phasage 2026 pour l'autorisation de programme 2021 INVAPN.

1 – Mission Protéger et valoriser les espaces naturels

1.1. Acquisitions foncières

Il vous est proposé d'augmenter de **1 000 000,00 €** les recettes attendues en 2021 de la part départementale de la taxe d'aménagement (ligne 73 01 7327 1).

Il vous est proposé d'inscrire **830 080,14 €** de recettes correspondant à des subventions de l'Agence de l'eau et de la Région pour des acquisitions à l'amiable et par préemption d'espaces naturels sensibles en Camargue gardoise, en 2020 (ligne 13 738 1318 1).

1.2. Actions espaces naturels

a) Travaux d'aménagement et entretien

- Autorisation d'engagement

Il vous est proposé :

- de diminuer de -297 245,12 € et de clôturer l'autorisation d'engagement 2012 TRAVAUXENS.
- de diminuer de -192 700,00 € et de clôturer l'autorisation de programme 2011 CHAUMIERE.
- de diminuer de -253 928,00 € et de clôturer l'autorisation de programme 2013 CD127.

- Ajustement de crédits de paiement :

Les crédits de paiement 2021 sont ainsi diminués :

-5 000,00 € (ligne 011 738 61524 1 2012 TRAVAUXENS

-10 959,50 € (ligne 20 738 2031 1) et **de 20 000 €** (ligne 23 738 2312 1) sur l'AP 2013 CD127.

Il vous est également proposé de diminuer de **50 000,00 €** les crédits dédiés à l'organisation de battues dirigées au titre de la gestion cynégétique (ligne 011 738 62268 1).

La gestion des espaces naturels sensibles départementaux donne lieu à des recettes d'exploitation, il vous est proposé d'inscrire :

+ 8 570,00 € de recettes au titre des coupes de bois (ligne 70 738 7022 1)

+ 3 750,00 € de recettes au titre de la subvention de la Région Occitanie pour la gestion de la Réserve Naturelle Régionale de Combe Chaude (ligne 74 738 7472 1)

b Réalisation de plans de gestion ou de notices de gestion sur les ENS Départementaux (ENSD)

Il vous est proposé de diminuer de 15 000 € l'autorisation d'engagement 2019 PGESTION, avec une diminution de **10 000,00** des crédits de paiement 2021 (ligne 011 738 617 1 AE 2019 PGESTION).

Par ailleurs, il vous est proposé d'inscrire une recette de **6 000,00** € au titre de la subvention de l'Agence de l'eau pour l'élaboration du plan de gestion de l'Espace naturel sensible départemental du Martinet (ligne 74 738 74788 1).

2 – Mission Organiser et valoriser la randonnée et les activités en espace naturel

2.1. Actions espaces, sites et itinéraires

a. Etudes, diagnostic sur le réseau et les sites

Dans le cadre du développement de l'outil numérique RandoGard (module gestion), il vous est proposé d'inscrire une recette de **5 063,00** € pour la subvention de la Région Occitanie (ligne 13 738 1312 1).

b Travaux d'équipement et entretien du réseau départemental et des sites

Dans le cadre de l'opération "GR700 - Le Chemin de Régordane", pour l'opération de sécurisation et restauration du pont de Jouany, il est proposé de rephaser l'autorisation de programme 2021 REGORDANE, entraînant une diminution de **-25 000** € des crédits de paiement 2021 (ligne 23 738 23153 1 autorisation de programme 2021 REGORDANE).

Le montant total de l'autorisation de programme est augmenté de **10 000** €, passant ainsi de 300 000 € à 310 000 €.

2.2. Subventions espaces, sites et itinéraires

Le Département alloue des subventions pour l'aménagement et la promotion d'espaces, sites ou itinéraires afin d'offrir une palette d'activité large au niveau des territoires gardois et renforcer l'attractivité touristique. Au vu des dossiers en instruction, concernés par ce dispositif, il est proposé de diminuer l'autorisation de programme 2021 INVAPN de **-80 000,00** € (compensée par une augmentation de même montant), sans incidence sur les crédits de paiement 2021.

3– Mission Contribuer à la lutte contre les pollutions et les nuisances

Le mode de calcul de perception des parts communales des dépenses de démoustication, modifié par délibération en date du 27 mai 2021, nécessite d'ajuster les crédits de recette liés, il est ainsi proposé une diminution de **-182 424** € (ligne 74 738 7474).

4 – Mission Contribuer à assurer à la population la ressource en eau-de-vie en qualité et en quantité

4.1. Actions eau et milieu aquatique

Il est proposé d'augmenter les crédits de dépense de **5 556,00 €**, correspondant à l'annulation d'un titre indu sur 2015.

Il est proposé d'augmenter les crédits de recettes de **92 855,50 €**, correspondant à des financements obtenus (ligne 74 64 74718) sur les actions sur le réseau départemental de suivi de la ressource en eau.

4.2. Etude d'intérêt départemental sur l'eau et milieu aquatique

L'étude sur le schéma 3.0 étant terminée, l'autorisation d'engagement 2018 SCHEMAREB peut être réduite de **-2 935 €** et clôturée.

Ce mouvement n'a pas de conséquence sur les crédits de paiement 2021.

B) Développer les politiques de prévention des risques

Cet axe comprend deux missions

- Réduire l'impact des éléments naturels par des aménagements structurants et la surveillance,
- Structurer une action publique solidaire.

Concernant les enveloppes allouées à ces missions, il est proposé d'ajouter une année de phasage supplémentaire aux les autorisations de programme et d'engagement suivantes 2017 SENDROME, 2018 SECURPISE, 2020 BARRAGES, 2021 BARRAGES, 2017 GR, 2018 FONCTAPN, 2017 PAPINIMES, 2018 INVMA, 2020 INVMA, 2021 INVMA.

Seule la mission de réduction de l'impact des éléments naturels par des aménagements structurants et la surveillance nécessite des ajustements dans le cadre de cette décision modificative.

1) Opérations sur les barrages

Au regard des opérations en cours et à venir pour le dernier trimestre 2021, il est proposé de diminuer les crédits alloués aux études sur les barrages départementaux de **-114 000,00 €** avec notamment la baisse des ressources pour l'opération sur la drome de Sénéchas qui est décalée.

De même concernant les travaux, le plan de charge du dernier trimestre 2021 permet de proposer une diminution de **-215 000 €** de diverses opérations qui seront programmées en 2022.

Il est proposé d'augmenter l'autorisation de programme 2017 SENDROME de **120 000 €**.

2) Exploitation des barrages

Le programme opérationnel du dernier trimestre et des paiements prévisionnels entraîne la proposition d'une augmentation de crédits de fonctionnement de **6 500,00€**.

Il est également proposé une augmentation de l'autorisation d'engagement 2020 EDD de **140 000 €**, en effet l'estimation des opérations de diagnostics a été revu à la hausse.

3) Subventions Lutte contre les incendies de forêts

Afin d'assurer la mise aux normes des équipements de DFCI, le Département alloue des aides aux collectivités et syndicats mixtes compétents.

Au vu des dossiers en instruction, concernés par ce dispositif, il est proposé d'augmenter l'autorisation de programme 2021 INVAPN de **80 000 €** (compensée par une diminution de même montant), sans incidence sur les crédits de paiement 2021.

Par ailleurs, compte tenu de réductions de subventions concernant la programmation 2015, après paiement, il est proposé de diminuer l'autorisation d'engagement 2015 GR de **-17 858,79 €** et de la clôturer.

Il s'ensuit une diminution des crédits de paiement de **1 865,94 €** sur l'autorisation d'engagement 2015 GR chapitre 65, fonction 12, nature 65734

CONCLUSION :

Pour assurer l'ensemble des interventions citées précédemment, il vous est proposé :

- **Crédits de paiement 2021 :**

En dépenses :

-56 831,56 € en fonctionnement

-506 739,07 € en investissement

En recettes :

+ 928 751,50 € en fonctionnement

+ 835 143,14 € en investissement

- **Autorisation de programme et d'engagement**

D'augmenter en dépenses :

- l'autorisation de programme 2021 REGORDANE de 10 000 €

- l'autorisation de programme 2017 SENDROME de 120 000 €

- l'autorisation d'engagement 2020 EDD de 140 000 €

De diminuer en dépenses :

- l'autorisation d'engagement 2019 PGESTION de 15 000 €

- l'autorisation de programme 2011 CHAUMIERE de 192 700 €

- l'autorisation d'engagement 2012 TRAVAUXENS de 297 245,12 €

- L'autorisation de programme 2013 CD127 de 253 928 €

- l'autorisation d'engagement 2018 SCHEMAREB de 2 935 €

- l'autorisation d'engagement 2016 SENSIBEAU de 2 148,22 €

- l'autorisation de programme 2015 DECNRJ de 147 512,21 €

- l'autorisation d'engagement 2015 GR de 17 858,79 €

De diminuer en recettes :

- l'autorisation de programme 2016 SUBER de 118 516,28 €
- l'autorisation de programme 2017 SUBER de 133 379,60 €
- l'autorisation de programme 2018 INVSTE de 47 727,23 €

De clôturer :

- l'autorisation de programme 2011 CHAUMIERE
- l'autorisation d'engagement 2012 TRAVAUXENS
- l'autorisation de programme 2013 CD127
- l'autorisation d'engagement 2018 SCHEMAREB
- l'autorisation de programme 2014 DECNRJ
- l'autorisation de programme 2015 DECNRJ
- l'autorisation d'engagement 2015 GR
- l'autorisation d'engagement 2016 SENSIBEAU
- l'autorisation de programme 2017 HYDRAU

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de l'eau et de la valorisation du patrimoine naturel

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2011	CHAUMIERE	ETUDES ET TRAVAUX LA CHAUMIERE	310 000,00	-192 700,00	117 300,00	0,00	0,00
2012	TRAVAUXENS	TRAVAUX DE DEMOLITION SUR LES ESPACES NATURELS SANSIBLES DEP	301 592,00	-297 245,12	4 346,88	0,00	0,00
2013	CD127	ETUDES ET TRAVAUX CD127	480 000,00	-253 928,00	226 072,00	9 040,50	0,00
2015	DECNRJ	SUBVENTIONS DECHETS ENERGIE	551 346,72	-147 512,21	403 834,51	26 554,13	0,00
2015	GR	GROSSES REPARATIONS INFRASTRUCTURES DEFENSE DE LA FORETCONTRE L'INCENDIE (DFCI)	139 882,57	-17 858,79	122 023,78	6 721,21	0,00
2016	SENSIBEAU	SENSIBILISATION POUR PROTEGER LA RESSOURCE	89 131,72	-2 148,22	86 983,50	0,00	0,00
2017	SENDROME	INSTALLATION NOUVEAU SYSTEME DE DROMEBARRAGE DE SENECHAS	600 000,00	120 000,00	720 000,00	40 000,00	680 000,00
2018	SCHEMAREB	SCHEMA DE LA RESSOURCE EN EAU BRUTE	182 935,00	-2 935,00	180 000,00	0,00	0,00
2019	PGESTION	PLANS DE GESTION	70 000,00	-15 000,00	55 000,00	20 000,00	18 672,10
2020	EDD	ETUDES DE DANGER SUR LES BARRAGES DEPARTEMENTAUX	342 000,00	140 000,00	482 000,00	50 000,00	432 000,00
2021	INVAPN	SUBVENTIONS POUR L'ATRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	780 000,00	0,00	780 000,00	110 000,00	670 000,00
2021	REGORDANE	REHABILITATION GR700 LA REGORDANE - PONT JOUANY	300 000,00	10 000,00	310 000,00	25 000,00	285 000,00

Recettes

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2016	SUBER	SUBVENTIONS DITES THEMATIQUES (TRAVAUX ADDUCTION EAU POTABLEET D'ASSAINISSEMENT ELECTRIFICATION) POUR COMMUNES RURALES	2 230 852,59	-118 516,28	2 112 336,31	245 908,41	27 543,90
2017	SUBER	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT RURAL 2017	3 007 844,36	-133 379,60	2 874 464,76	385 911,36	368 268,40
2018	INVSTE	SUBVENTIONS EN INVESTISSEMENT POUR LES SOLIDARITESTERRITORIALES ENVIRONNEMENTALES	1 659 181,99	-47 727,23	1 611 454,76	383 000,00	352 039,76

Service S0021 DEVPN - SOLIDARITÉS TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Dépenses	Recettes
Subventions eau	13	61	1318	2 015	SUBER			32 415,00
	13	61	1318	2 016	SUBER			220 000,00
	13	61	1318	2 017	SUBER			-335 415,00
	13	61	1318	2 018	INVSTE			83 000,00
	65	61	65734	2 016	SENSIBEAU	-2 021,62		
Prestation						-2 021,62		0,00
Subventions lutte contre les incendies de forêt	65	12	65734	2 015	GR	-1 865,94		
Prestation						-1 865,94		
Subventions solidarité territoriale	204	731	204142	2 015	DECNRJ		-121 779,57	
Prestation							-121 779,57	
Totaux						-3 887,56	-121 779,57	0,00

Service S0025 DEVPN - ATTRACTIVITÉ ET PATRIMOINE NATUREL

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Acquisitions foncières	13	738	1318						830 080,14
	73	01	7327				1 000 000,00		
Prestation							1 000 000,00		830 080,14
Actions espaces naturels	011	738	61524	2012	TRAVAUXENS	-5 000,00			
	011	738	617	2019	PGESTION	-10 000,00			
	011	738	62268			-50 000,00			
	20	738	2031	2013	CD127			-10 959,50	
	23	738	2312	2013	CD127			-20 000,00	
	70	738	7022				8 570,00		
	74	738	7472				3 750,00		
	74	738	74788				6 000,00		
Prestation						-65 000,00	18 320,00	-30 959,50	
Actions espaces, sites et itinéraires	13	738	1312						5 063,00
	23	738	23153	2 021	REGORDANE			-25 000,00	
Prestation								-25 000,00	5 063,00
Totaux						-65 000,00	1 018 320,00	-55 959,50	835 143,14

Service S0091 DEVPN - SERVICE EAU ET MILIEUX AQUATIQUES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Actions eau et milieu aquatique	67	61	673			5 556,00	
	74	64	74718				92 855,50
Prestation						5 556,00	92 855,50
Totaux						5 556,00	92 855,50

Service S0092 DEVPN - SERVICE GRANDS OUVRAGES HYDRAULIQUES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Exploitation des barrages	011	64	60632			1 500,00	
	011	64	611	2020	EDD	-75 000,00	
	011	64	615231			33 000,00	
	011	64	617			12 000,00	
	011	64	62268			35 000,00	
Prestation						6 500,00	
Opérations sur les barrages	20	64	2031				-14 000,00
	20	64	2031	2018	SECURPISE		-100 000,00
	23	64	231318				-200 000,00
	23	64	237	2017	SENDROME		-5 000,00
	23	64	238	2017	SENDROME		-10 000,00
Prestation							-329 000,00
Totaux						6 500,00	-329 000,00

Service S0140 DEVPN - COORDINATION ET ANIMATION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Recettes
Contributions au fonctionnement des syndicats mixtes/ ententes patrimoine naturel	74	738	7474			-182 424,00
Prestation						-182 424,00
Totaux						-182 424,00

COMMISSION INFRASTRUCTURES
ROUTES ET RESEAUX

DIRECTION DE LA MOBILITE ET DES ROUTES

Les propositions de modifications des inscriptions budgétaires 2021 s'articulent autour des axes stratégiques suivants :

- 1- Aménager, sécuriser et développer les infrastructures : vecteurs de solidarité des territoires**
- 2- Exploiter, entretenir et gérer le patrimoine routier**
- 3- Soutenir et assurer la cohésion des territoires par l'aménagement des espaces publics**
- 4- Participer aux grands projets d'infrastructures et développements intermodaux**

1-AMENAGER SECURISER ET DEVELOPPER LES INFRASTRUCTURES : VECTEURS DE SOLIDARITE DES TERRITOIRES :

1.1 Participation aux projets structurants routiers :

En Autorisation de Programme :

Plusieurs programmes et opérations de travaux sur les routes en co maitrise d'ouvrage rattachés à l'AP 2013 DICOM sont terminées. Il convient de dévaloriser l'enveloppe de **721 911,95 €** afin de la clôturer.

1.2 Programmation pluriannuelle/annuelle des opérations (pistes cyclables) :

En Autorisation de Programme :

Plusieurs programmes et opérations de travaux sur pistes cyclables aux AP 2010 DIPISTES et AP 2013 DIPISTES sont terminées. Il convient de dévaloriser les enveloppes concernées afin de les clôturer comptablement en dépenses et en recettes.

L'AP 2010 DIPISTES : - 336 554, 96 € (en dépenses)

L'AP 2013 DIPISTES, -111 500,00 (en recette)

Il est également proposé de rephaser les AP 2021 DIDOUX afin d'actualiser le programme de réalisation des pistes cyclables.

1.3 Programmation pluriannuelle des opérations (travaux neufs routiers)

En Autorisation de programme :

Plusieurs programmes et opérations de travaux rattachés aux AP 2006 DITRAVNEUF et AP 2011 DITRAVNEUF sont terminées. Il convient de dévaloriser les enveloppes concernées afin de les clôturer comptablement.

L'AP 2006 DITRAVNEUF : - 3 674 782,93 €

L'AP 2011 DITRAVNEUF, - 5 618 553,48 €

Il est également proposé de rephaser les AP 2020 et 2021 DIMODERN afin d'actualiser le programme de réalisation des travaux routiers. Ces mouvements sont sans incidence financière sur le budget de 2021

En dépenses d'investissement en AP :

Il est proposé d'inscrire **115 000 €** de crédits de paiement pour achever le paiement des travaux sur compte de tiers de l'aménagement RD 6110 Sommières Boisseron ainsi que 185 000 € pour l'annulation d'un titre de recette.

2015 DITRAVNEUF chapitre 45820, fonction 01, nature 458120 : **115 000,00 €**

2015 DITRAVNEUF chapitre 13, fonction 621, nature 1323 : **185 000,00 €**

Compte tenu du décalage dans le temps de plusieurs projets routiers de modernisation du réseau routier programmés en travaux en 2021 (RD999 déviation de Redessan, RD90 Beaucaire, RD904 Pont de l'Avène), il est proposé de diminuer les crédits de paiement de : l'AP 2021 DIMODERN de - 1 245 000 €.

2021 DIMODERN chapitre 23, fonction 621, nature 23151 : - **1 245 000,00 €**

1.4 Etudes générales et préliminaires de projets routiers et cyclables (maîtrise d'ouvrage)

En Autorisation de programme :

Plusieurs programmes et opérations d'étude en amont des travaux routier rattachés aux AP 2011, 2013, 2014, 2015, 2016 DIAMONT sont terminées. Il convient de dévaloriser les enveloppes concernées afin de la clôturer comptablement.

L'AP 2011 DIAMONT : - 490 040.47 €

L'AP 2013 DIAMONT, - 331 774.45 €

L'AP 2014 DIAMONT : - 392 269,24 €

L'AP 2015 DIAMONT : -596 678 ,81 €

L'AP 2016 DIAMONT, - 887 742 .54

1.5 Aménagements connexes (déplacements de réseaux) :

Section d'investissement

En Autorisation de programme :

Plusieurs programmes et opérations de travaux connexes rattachés à l'AP 2017 DICONNEX sont terminées. Il convient de dévaloriser l'enveloppe concernée afin de la clôturer comptablement.

L'AP 2017 DICONNEX : - 347 453.24 €

1.6 Participation à la réalisation de travaux de prévention des inondations sur les routes départementales :

En dépenses d'investissement en AP :

Il est proposé d'inscrire **195 000 €** de crédit de paiement sur l'AP 2013 DICADEREAU pour la participation du Département sur le cadereau de l'ancienne route d'Alès sur la RD926 à Nîmes.

2- EXPLOITER ENTRETENIR ET GERER LE PATRIMOINE ROUTIER :

2.1 Pilotage du programme pluriannuel de grosses réparations (travaux de grosses réparations du réseau routier) :

En Autorisation de programme :

Plusieurs programmes et opérations de grosses réparations rattachés à l'AP 2011 DIGROSSREP sont terminées. Il convient de dévaloriser l'enveloppe concernée afin de la clôturer comptablement.

L'AP 2011 DIGROSSREP : -390 219,33

Afin d'ajuster le programme des nouveaux travaux de réparation du réseau routier, il est nécessaire de rephaser l'enveloppe AP 2021 DIGROSSREP.

2.2 Acquisition / vente de matériel :

En Autorisation de programme :

Les acquisitions de matériel et de véhicules rattachées à l'AP 2018 DIMATPARC sont terminées. Il convient de dévaloriser de -253 694,90 € l'enveloppe afin de les clôturer comptablement.

Il est également proposé de rephaser l'AP 2019 et 2020 DIMATPARC afin d'engager des nouvelles commandes de matériel et de véhicules nécessaires pour conduire les activités de la régie routière départementale.

En dépenses d'investissement en AP :

Il est proposé d'inscrire **360 290,50 €** de crédits supplémentaires sur l'imputation AP 2020 DIMATPARC 21-621-2157, afin de financer l'achat de nouveaux véhicules (fourgons, pelle mécanique, camions) :

2.3 Travaux et prestations d'exploitation du réseau routier :

a) Section d'investissement

En Autorisation de programme :

Afin de pouvoir engager des nouvelles dépenses liées à la signalisation routière, il est nécessaire d'augmenter de **150 000 €** l'AP 2020 DISIGN.

En dépenses d'investissement en AP :

Il est proposé d'inscrire **150 000 €** de crédits de paiement supplémentaires sur l'imputation 2020 DISIGN chapitre 21, fonction 621, nature 2188 afin d'accélérer le renouvellement de la signalisation sur le réseau routier départemental :

En dépenses d'investissement hors AP :

Il est proposé de diminuer les crédits alloués pour les essais du laboratoire routiers de 60 290,50 € et de les transférer sur l'AP 2020 DIMATPARC pour l'achat de matériel et de véhicules : chapitre 21, fonction 621, nature 2157 : - **60 290,50 €**.

b) Section de fonctionnement

En dépenses de fonctionnement hors AE :

Il est proposé de diminuer les crédits prévus en 2021 pour le pilotage annuel et la mise en œuvre du programme d'entretien du réseau routier de 39 500,00 € afin de financer notamment les associations œuvrant pour la prévention et la sécurité routière des usagers :

Chapitre 011, fonction 621, nature 615231 : **-39 500 ;00 €**

Chapitre 65, fonction 18, nature 6574 : **7 500,00 €**

Chapitre 65, fonction 621, nature 6514 : **32 000,00 €**

3- PARTICIPER AUX GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURES ET DEVELOPPEMENTS INTERMODAUX :

3.1 Participation aux projets structurants routiers : 300 000 €

En Autorisation de programme :

Il est proposé d'augmenter l'AP 2020 DISUB de 220 000,00 € et de la rephaser pour répondre aux demandes de financement de projets routiers portés par d'autres partenaires.

Enfin, il est proposé de dévaloriser et de clôturer l'AP 2011 DICNM qui concerne l'opération de contournement de la ligne LGV Nîmes Montpellier pour laquelle les mandats sont terminés.

AP 2011 DICNM : -202 614,40 €

En dépenses d'investissement hors AP :

Il est proposé d'inscrire 300 000 € de crédits de paiement pour le financement du projet de déviation de Laudun l'Ardoise (2014 DICPER chapitre 204, fonction 628, nature 204113)

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de la mobilité et des routes.

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2006	DITRAVNEUF	ROUTES - TRAVAUX NEUF	14 998 674,09	-3 674 782,93	11 323 891,16	0,00	0,00
2010	DIPISTES	TRAVAUX ROUTIERS PISTES CYCLABLESPROGRAMME 2010	2 850 000,00	-336 554,96	2 513 445,04	0,00	0,00
2011	DIAMONT	ETUDES EN AMONT TRAV ROUTIERS 2011	1 850 000,00	-490 040,47	1 359 959,53	0,00	0,00
2011	DICNM	OPERATION DE CONTOURNEMENT NIMES MONTPELLIER	40 000 000,00	-202 614,40	39 797 385,60	0,00	0,00
2011	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS RESEAU ROUTIERPROGRAMME 2011	21 000 000,00	-390 219,33	20 609 780,67	0,00	0,00
2011	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFSPROGRAMME 2011	17 163 576,18	-5 618 553,48	11 545 022,70	0,00	0,00
2013	DIAMONT	ETUDE EN AMONT DES TRAVAUX ROUTIERSPROGRAMME 2013	800 000,00	-331 774,45	468 225,55	0,00	0,00
2013	DICOM	ROUTE TRAVAUX EN CO-MAITRISE D'OUVRAGE	7 951 218,20	-721 911,95	7 229 306,25	0,00	0,00
2014	DIAMONT	ETUDES EN AMONT DU RESEAUX ROUTIERS PROGRAMME 2014	1 000 000,00	-392 269,24	607 730,76	0,00	0,00
2015	DIAMONT	ETUDES GENERALES ET PRELIMINAIRES DES PROJETS ROUTIERSET CYCLABLES	1 000 000,00	-596 678,81	403 321,19	0,00	0,00
2016	DIAMONT	ETUDES GENERALES ET PRELIMINAIRES DES PRODUITS ROUTIERSET CYCLABLES	1 000 000,00	-887 742,54	112 257,46	0,00	0,00
2017	DICONNEX	TRAVAUX CONNEXES	350 000,00	-347 453,24	2 546,76	0,00	0,00
2018	DIMATPARC	ROUTES - MATERIELS	1 200 000,00	-253 694,90	946 305,10	0,00	0,00
2020	DIMODERN	TRAVAUX NEUFS ROUTIERS	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00	1 368 861,30	8 261 848,35
2020	DISIGN	SIGNALISATION ET PANNEAUX D'INFORMATION	500 000,00	150 000,00	650 000,00	470 000,00	136 634,45
2020	DISUBV	SUBVENTIONS	50 000,00	220 000,00	270 000,00	4 758,50	265 241,50

Recettes

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2006	DITRAVNEUF	ROUTES - TRAVAUX NEUF	242 899,70	-8 001,00	234 898,70	0,00	0,00
2010	DIPISTES	TRAVAUX ROUTIERS PISTES CYCLABLESPROGRAMME 2010	588 422,11	-314 644,00	273 778,11	0,00	0,00
2011	DICNM	OPERATION DE CONTOURNEMENT NIMES MONTPELLIER	4 544 074,08	-2 138 000,00	2 406 074,08	0,00	0,00
2011	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFSPROGRAMME 2011	202 088,18	-39 400,38	162 687,80	30 000,00	0,00
2013	DIPISTES	TRAVAUX ROUTIERS PISTES CYCLABLESPROGRAMME 2013	156 500,00	-111 500,00	45 000,00	0,00	0,00

Service S0050 DMR - MISSION INGENIERIE FINANCIERE ET PROGRAMMATION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Acquisition vente de matériel	21	621	2157	2 020	DIMATPARC		360 290,50
Prestation							360 290,50
Participation à la réalisation de travaux de prévention des inondations sur les routes départementales	23	621	23151	2013	DICADEREAU		195 000,00
Prestation							195 000,00
Programmation pluriannuelle /annuelle des opérations (travaux)	13	621	1323	2015	DITRAVNEUF		185 000,00
	23	621	23151	2021	DIMODERN		-1 245 000,00
	45820	01	458120	2015	DITRAVNEUF		115 000,00
	65	621	6514			32 000,00	
Prestation						32 000,00	-945 000,00
Subventions aux associations œuvrant à la prévention et à la sécurité routière	65	18	6574			7 500,00	
Prestation						7 500,00	
Subventions exceptionnelles aux projets structurants routiers	204	628	204113	2014	DICPER		300 000,00
Prestation							300 000,00
Travaux et prestations d'exploitation du réseau routier	21	621	2188	2020	DISIGN		150 000,00
Prestation							150 000,00
Totaux						39 500,00	60 290,50

Service S0154 DTER- SERVICE SOUTIEN OPERATIONNEL

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Pilotage de la mise en œuvre des programmes annuels d'entretien du réseau routier	011	621	615231			-39 500,00
Prestation						-39 500,00
Totaux						-39 500,00

Service S0155 DMR - SERVICE LABORATOIRE ROUTIER

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Essais laboratoire routier	21	621	2157			-60 290,50
Prestation						-60 290,50
Totaux						-60 290,50

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT NUMERIQUE DES TERRITOIRES

Cette proposition de modification budgétaire s'articule autour des axes stratégiques suivants :

- 1- Les infrastructures facilitant les accès fixes aux télécommunications à haut et très haut débit
- 2- Les infrastructures facilitant les accès aux télécommunications mobiles : téléphone et 3G (Internet sur Smartphone)

1- LES INFRASTRUCTURES FACILITANT LES ACCES FIXES AUX TELECOMMUNICATIONS A HAUT ET TRES HAUT DEBIT :

1.1 Contribution au réseau départemental d'infrastructures haut débit et à ses usages :

En recettes d'investissement en AP :

Compte tenu du versement différé en 2022 de la subvention de la Région Occitanie et du fonds national pour la société numérique (Etat) pour le déploiement du Très Haut Débit, il est nécessaire de diminuer les recettes 2021 et de les porter à 1 911 000,00 €, soit - **1 889 000,00 €** sur AP 2016 THD chapitre 13, fonction 70, nature 13172

2- LES INFRASTRUCTURES FACILITANT LES ACCES AUX TELECOMMUNICATIONS MOBILES :

2.1 Contribution aux infrastructures de téléphonie mobile :

En recettes d'investissement :

Suite à l'abandon du projet de construction d'un pylône pour la couverture en téléphonie mobile des zones blanches sur la commune de Peyrolles, il est proposé de diminuer les recettes attendues : de **-40 000,00 €** sur AP 2017 TELMOBILE chapitre 13, fonction 70, nature 1311 : et de les porter à 210 000,00 €.

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction du développement numérique des territoires.

Service S0076 DDNT - DIRECTION DEVELOPPEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Recettes
Contribution au réseau départemental d'infrastructures haut débit et à ses usages	13	70	13172	2016	THD	-1 889 000,00
Prestation						-1 889 000,00
Contribution aux infrastructures de téléphonie mobile	13	70	1311	2017	TELMOBILE	-40 000,00
Prestation						-40 000,00
Totaux						-1 929 000,00

COMMISSION SOLIDARITES SOCIALES

DIRECTION DE L'AUTONOMIE DES PERSONNES

Il est proposé, dans le cadre de la décision modificative n°2-2021, une hausse des crédits de la direction de l'autonomie des personnes à hauteur de + 13 000,00 € et la hausse des recettes à hauteur de 103 000,00 €.

Cette baisse se répartit de la façon suivante :

- Service APA et politiques de maintien à domicile : + 690 000,00 €
- Service aide sociale aux personnes âgées et recours : + 250 000,00 €
- Service de la compensation du handicap : - 1 030 000,00 €.
- Direction de l'Autonomie des Personnes Mission Qualité de vie + 103 000,00 €

D) SERVICE APA ET POLITIQUE DE MAINTIEN A DOMICILE – S0047

En section de fonctionnement il est proposé une augmentation des crédits de **690 000,00 €** décomposée comme suit :

1 – Prestation « Allocation d'aides individuelles – APAD »

Les réajustements nécessaires se décompose de la manière suivante : + 400 000 euros à destination des services d'aide et d'accompagnement à domicile qui ont plus de bénéficiaires et de plans d'aides à effectuer. En effet, depuis le 1er janvier 2021, ce sont près de 400 bénéficiaires qui sont rentrés dans le droit, portant à 16 000 le nombre total de bénéficiaires. A cela s'ajoute + 770 000 euros pour les bénéficiaires de l'APA employant directement une aide à domicile, dont le nombre augmente mécaniquement aussi. De plus, cette inscription budgétaire permettra de verser l'aide dans les temps réglementaire en fin d'année et de garantir une continuité de prise en charge malgré la période de trêve des confiseurs. Enfin, au regard des consommations, nous ajustons la dépense en matière de portage de repas (-150 000 euros.)

➤ APAD versée aux services d'aide à domicile : + 250 000,00 €

➤ APAD versée directement aux bénéficiaires : + 770 000,00 €

2 – Prestation « Allocation Personnalisée à l'Autonomie en établissement – APAE »

Pour cette prestation, il est proposé une diminution des crédits à hauteur de 330 000,00 €

➤ APAE versée à l'établissement :

- APAE payée par forfait dépendance : + 120 000,00 €
- APAE payée par dotations globales : - 250 000,00 €
- APAE payée pour des établissements hors Gard : - 200 000,00 €

Cette proposition tient compte de :

- l'augmentation du nombre de bénéficiaires non gardois dans les établissements du département faisant mécaniquement réduire les dépenses en matière d'APA en établissement, celles-ci étant payées par les départements d'origine et des impacts du COVID (décès et volonté de rester à Domicile (cf. paragraphe sur APAD)
- la revalorisation du GMP (prise en compte de l'évolution de la perte d'autonomie des personnes âgées hébergées) d'un établissement du CHU (à savoir l'EHPAD Serre Cavalier à Nîmes)

3 - Subventions pour des actions de modernisation des services d'aide à domicile.

Il est proposé un mouvement entre chapitres budgétaires, sans incidence sur le budget, pour prendre en compte le lancement d'un marché public.

Il est ainsi proposé d'inscrire **107 500,00 €** supplémentaires sur la ligne 011-538-6228 et diminuer de **-107 500,00 €** la ligne 65-538-6574.

II) SERVICE AIDE SOCIALE AUX PERSONNES AGEES ET RECOURS – S0187

En section de fonctionnement, il est proposé l'inscription de **250 000,00 €** supplémentaires pour l'annulation de titres sur exercices antérieurs.

III) SERVICE DE LA COMPENSATION DU HANDICAP – S0186

En section de fonctionnement il est proposé une diminution des crédits à hauteur de **-1 030 000,00 €** décomposée comme suit :

1– Prestation « Prestation de compensation du handicap »

Proposition DM2 : - 1 050 000,00 €

La baisse proposée découle notamment du faible nombre de dossiers déposés au titre de la PCH Parentalité à la MDPH du Gard depuis le début de l'année. Ceci s'explique certainement car c'est un nouveau dispositif qui prendra plus forme en 2022.

➤ **PCH + de 20 ans :**

- 1 000 000,00 €

➤ **PCH – de 20 ans :**

- 50 000,00 €

2 – Prestation « Allocations d'aides individuelles à l'hébergement pour personnes handicapées »

➤ *Remboursement autres départements :*

+ 20 000,00 €

Cette proposition permet d'assurer le remboursement d'autres départements. Elle s'appuie sur l'état de consommation actuelle. Les niveaux de ces dépenses sont aléatoires et ne peuvent être maîtrisés. Cependant, l'impact reste toujours mesuré.

IV) DIRECTION DE L'AUTONOMIE DES PERSONNES-MISSION QUALITE DE VIE – S0146

L'enveloppe attribuée par la CNSA au titre de l'année 2021 est plus importante que celui inscrit au budget primitif. Il est donc proposé d'inscrire **103 000 €** supplémentaires, en dépenses et en recettes, pour tenir compte de l'augmentation de cette enveloppe.

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de l'Autonomie des personnes.

Service S0047 DAUT - SERVICE APA ET POLITIQUE MAINTIEN A DOMICILE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Allocation d'aides individuelles (APAD)	016	551	651141			250 000,00
	016	551	651142			770 000,00
Prestation						1 020 000,00
Allocation personnalisée à l'autonomie en établissement (APAE)	016	553	651144			-330 000,00
Prestation						-330 000,00
Subventions pour des actions de modernisation des services d'aide à domicile	011	538	6228			107 500,00
	65	538	6574			-107 500,00
Prestation						0,00
Totaux						690 000,00

Service S0146 DAUT - DIRECTION DE L'AUTONOMIE ET DES PERSONNES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Financement des actions individuelles et collectives de prévention de la perte d'autonomie	65	531	65737			53 000,00	
	65	532	65737			50 000,00	
	74	531	7478141				53 000,00
	74	532	7478142				50 000,00
Prestation						103 000,00	103 000,00
Totaux						103 000,00	103 000,00

Service S0186 DAUT - COMPENSATION DU HANDICAP

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Allocations d'aides individuelles à l'hébergement PH et Services	011	52	62878			20 000,00
Prestation						20 000,00
Prestation de Compensation du Handicap	65	52	6511211			-1 000 000,00
	65	52	6511212			-50 000,00
Prestation						-1 050 000,00
Totaux						-1 030 000,00

Service S0187 DAUT - SERVICE AIDE SOCIALE AUX PA ET RECOURS

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Allocation d'aides individuelles à l'hébergement PA (HORS APAE)	67	538	673			250 000,00
Prestation						250 000,00
Totaux						250 000,00

DIRECTION DE L'ENFANCE ET DE LA PETITE ENFANCE

Il est proposé l'inscription de 299 065,00 € supplémentaires pour la direction de l'enfance et de la petite enfance, répartie comme suit :

I) DIRECTION ADJOINTE AIDE SOCIALE A L'ENFANCE – S0261

1 – Prestation « Interventions des aides ménagères et des techniciennes de l'intervention sociale et familiale »

Proposition DM2 : -100 000,00 € Cette proposition s'appuie sur la consommation constatée et sur la projection faite à fin 2021.

2 – Prestation « Suivi financier des dessaisissements »

➤ *Remboursement des frais pris en charge par d'autres départements : + 200 000,00 €.*

Cette proposition permet d'assurer le remboursement d'autres départements. Elle s'appuie sur l'état de consommation actuelle. Les niveaux de ces dépenses sont aléatoires et ne peuvent être maîtrisés.

II) SERVICE DE L'OFFRE D'ACCUEIL – S0169

1- Ajustement des crédits au vu des projections de dépenses 2021

Il est proposé d'ajuster les crédits sur les prestations suivantes, au vu notamment de la consommation constatée et de la projection faite à fin 2021 :

- Prestation « Frais d'hébergement en famille d'accueil » : - 300 000,00 €
- Prestation « Frais d'accueil chez les assistants familiaux » : - 55 000,00 €
- Prestation « Prise en charge de l'accueil des mères avec enfants » : + 70 000,00 €
- Prestation « Prise en charge de l'accueil dans les lieux de vie » : - 500 000,00 €
- Prestation « Prise en charge de l'accueil des jeunes en foyers de jeunes travailleurs et à hôtel » : + 90 000,00 €

2- Inscriptions de crédits supplémentaires pour l'extension de l'offre d'accueil.

Prestation « Prise en charge de l'accueil au Foyer départemental de l'enfance » :
+ 668 492,00 €

Prestation « Prise en charge de l'accueil en Maisons d'Enfants (MECS) » :
+225 573,00 €

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de l'enfance et de la petite enfance.

Service S0169 DEPE - SERVICE OFFRE D'ACCUEIL

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Frais d'accueil chez les assistants familiaux	65	51	6518			-50 000,00
	65	51	65211			-5 000,00
Prestation						-55 000,00
Frais d'hébergement en famille d'accueil	65	51	6522			-300 000,00
Prestation						-300 000,00
Prise en charge de l'accueil au Foyer de l'Enfance	65	51	652411			668 492,00
Prestation						668 492,00
Prise en charge de l'accueil dans des lieux de vie	65	51	652413			-500 000,00
Prestation						-500 000,00
Prise en charge de l'accueil des jeunes au Foyer des Jeunes Travailleurs et à l'hôtel	65	51	652418			90 000,00
Prestation						90 000,00
Prise en charge de l'accueil des mères avec enfants	65	51	652418			70 000,00
Prestation						70 000,00
Prise en charge de l'accueil en Maisons d'Enfants	65	51	652412			225 573,00
Prestation						225 573,00
Totaux						199 065,00

Service S0261 DEPE - DIRECTION ADJOINTE DE L'ASE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Interventions des aides ménagères et des techniciennes de l'intervention sociale et familiale	65	51	6514			-100 000,00
Prestation						-100 000,00
Suivi financier des dessaisissements	011	51	62878			200 000,00
Prestation						200 000,00
Totaux						100 000,00

DIRECTION DE L'ANIMATION ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL DES TERRITOIRE – Volet insertion

Il est proposé de diminuer les crédits de 7 065 829,58 € et d'augmenter les recettes de 549 533,00 € suivant la décomposition suivante :

- Service allocation du RSA : - 7 562 362,58 €.
- Service insertion : + 496 533 € en dépenses et + 449 533 € en recettes

I) SERVICE ALLOCATION RSA – S0123

Au vu des consommations des 10 premiers mois, il est proposé de diminuer le montant de l'enveloppe de **7 562 362,58 €**.

II) SERVICE INSERTION – S0124

1- Prestation « Conduite de missions de primo accueil et d'accompagnement des Gens du voyage »

Sur le chapitre 011, fonction 58, nature 6228 – AE « GDV 2021 », il est proposé d'inscrire 47 000,00 € supplémentaires pour tenir compte de l'estimation des paiements à venir d'ici le 31 décembre.

2 – Prestation « Plan d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi »

Il est proposé d'inscrire **449 533,00 €** supplémentaires en dépenses et recettes. Cette proposition fait suite notamment au du comité de suivi Etat/CD30 du Plan Pauvreté du 8 juillet 2021, au cours duquel de nouvelles actions ont été arbitrées et des actions déjà menées en 2020 reconduites.

Les nouvelles actions concernent la lutte contre les sorties sèches des enfants de l'ASE avec les MLJ, le financement de l'équipe mobile croix rouge

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de l'Animation et du Développement Social des territoires, volet insertion.

Service S0123 DADST - ALLOCATIONS RSA

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Revenu de solidarité active	017	567	65171			-7 562 362,58
Prestation						-7 562 362,58
Totaux						-7 562 362,58

Service S0124 DADST - INSERTION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Conduite de missions de primo accueil et d'accompagnement des Gens du voyage	011	58	6228	2021	GDV	47 000,00	
Prestation						47 000,00	
Plan d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi	011	58	6228			148 540,00	
	017	564	6574			386 747,00	
	65	58	6574			-85 754,00	
	74	58	74718				449 533,00
Prestation						449 533,00	449 533,00
Totaux						496 533,00	449 533,00

COMMISSION EDUCATION COLLEGES ET CITOYENNETE

DIRECTION DE L'EDUCATION, DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DU SPORT

Les propositions budgétaires présentées par la Direction de l'Education, de la Jeunesse, de la Culture et du Sport, se présentent comme suit :

Des crédits du service restauration doivent être transférés à la DGAML pour l'achat d'un camion frigorifique pour l'unité de conditionnement de légumes d'où une diminution de **-59 217,49 €** (imputation 21 – 20 – 2182 - 9).

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par Direction de l'éducation, de la jeunesse, de la culture et du Sport.

Service S0072 DEJCS - RESTAURATION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Achat camion frigorifique UCL	21	20	2182			-59 217,49
Prestation						-59 217,49
Totaux						-59 217,49

DIRECTION DE LA LOGISTIQUE pour la gestion et le patrimoine des collèges

Les propositions de modification des inscriptions budgétaires au titre de la DM2 s'articulent autour des axes stratégiques suivants

- 1 – Optimiser le parc immobilier départemental
- 2 – Pérenniser la qualité des lieux d'éducation
- 3 – Prendre en compte le développement durable dans la stratégie patrimoniale
- 4 – Moderniser et adapter les lieux d'éducation à l'évolution des Territoires gardois

1-PERENNISER LA QUALITE DES LIEUX D'EDUCATION :

1.1 Gestion des marchés de maintenance, de sécurité et de vérification des installations techniques :

En dépenses d'investissement hors AP :

Il est proposé d'inscrire sur le chapitre 21, fonction 0202, nature 21848, **15 000,00 €** supplémentaires pour la maintenance et le contrôle des installations de sécurité dans les collèges. Il s'agit d'un mouvement interne provenant des lignes d'achat de mobilier pour les locaux administratifs :

2- MODERNISER ET ADAPTER LES LIEUX D'EDUCATION A L'EVOLUTION DES TERRITOIRES GARDOIS :

2.1 Etudes et travaux de construction et d'extension collèges :

En Autorisation de Programme :

En raison l'achèvement de plusieurs programmes d'opérations, il est proposé de clôturer les enveloppes, 2009 CGENHSCO (construction halle des sports Génolhac), 2009 CSGILRES (restructuration collège de St Gilles), 2015 CSALRES (restructuration collège de Salindres). Ces clôtures nécessitent une diminution des enveloppes à hauteur des mandatements réalisés.

AP 2009 CGENHSCO : -9 724,96 €
AP 2009 CSGILRES : - 20 664 049,80 €
AP 2015 CSALRES : - 6 482 056,00 €

Il est proposé de dévaloriser les enveloppes AP 2006 CALDAURES (restructuration collège Daudet Alès), 2009 CUZJLTHSCO (construction halle des sports collège Uzès), AP 2014 CNIDIRESHS (restructuration halle des sports collège Diderot) à hauteur des engagement réalisés. La perception des recettes à venir sur ces opérations ne nous permettent pas à cette étape budgétaire de procéder à leur clôture.

AP 2006 CALDAURES : -582 192,05 €
AP 2009 CUZJLTHSCO : - 439 056,80 €
AP 2014 CNIDIRESHS : - 2 493 999,99 €

En conclusion :

En crédits de paiement, le tableau ci-dessous résume les propositions pour la DM 2 de la Direction Générale adjointe Mobilité et Logistique pour la Gestion et Patrimoine des Collèges :

SECTION	DEPENSES	RECETTES
INVESTISSEMENT	15 000 ,00	0,00
FONCTIONNEMENT	0,00	0,00
TOTAL	15 000,00	0,00

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de de la logistique pour la gestion et le patrimoine des collèges.

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2006	CALDAURES	RESTRUCTURATION COLLEGE DAUDET ALES	22 740 206,03	-582 192,05	22 158 013,98	0,00	0,00
2009	CGENHSCO	CONST HALLE DE SPORT COLL GENOLHAC	64 588,57	-9 724,96	54 863,61	0,00	0,00
2009	CSGILRES	RESTRUCTURATION COLLEGE DE ST GILLES	20 681 000,00	-20 664 049,80	16 950,20	0,00	0,00
2009	CUZJLTHSCO	CONST HALLE DE SPORT COLL JLT A UZES	4 610 000,00	-439 056,80	4 170 943,20	0,00	0,00
2014	CNIDIRESHS	REST HALLE SPORTS COLL DIDEROT	2 580 000,00	-2 493 999,99	86 000,01	0,00	38 110,43
2015	CSALRES	RESTRUCTURATION DU COLLEGE DE SALINDRES	6 482 056,00	-6 482 056,00	0,00	0,00	0,00

Service S0012 DLOG - SERVICE ATELIER ET MAINTENANCE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Gestion des marchés de maintenance de sécurité et de vérification des installations techniques	20	221	2031			15 000,00
Prestation						15 000,00
Totaux						15 000,00

COMMISSION ATTRACTIVITE QUALITE DE VIE

DIRECTION APPUI DGADCV

Il est proposé l'inscription de crédits supplémentaires **+203 000,00 €** sur l'imputation 65 0201 6574 aux fins de conforter les actions menées par les partenaires majeurs du Département, notamment en matière de politique sportive ;

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par Direction d'APPUI de la Direction générale adjointe du cadre de vie.

Service S0116 DAP - BUDGET, FINANCES ET AFFAIRES JURIDIQUES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Subvention aux initiatives de promotion et d'animation locale	65	0201	6574			62 000,00
Prestation						62 000,00
Subventions complémentaires de fonctionnement	65	0201	6574			141 000,00
Prestation						141 000,00
Totaux						203 000,00

DIRECTION DE LA CONSERVATION DEPARTEMENTALE

Les propositions budgétaires présentées par la Direction de la Conservation départementale, se détaillent comme suit :

1 - Pôle de gestion S0036 :

- Présentation des collections permanentes

- **15 000 €** - imputation : 20-314-2031

- Acquisition d'œuvres

+ **13 000 €** - imputation : 21-314-216

2 - Régie et documentation S0037 :

- Restauration en l'état initial

+ **2 000 €** - imputation : 23-314-2316

Ce mouvement de crédits est demandé car l'assistance à maîtrise d'ouvrage et la conduite des travaux pour le réaménagement de l'espace d'accueil / boutique ne sera finalement réalisé qu'en 2022.

Globalement, la Décision Modificative n° 2 2021 présentée par la Direction de la Conservation Départementale s'établit de la façon suivante :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	0,00 €	0,00 €
Section d'investissement	0,00 €	0,00 €

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par Direction de la Conservation départementale.

Service S0036 DCD - POLE DE GESTION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Acquisitions d'œuvres	21	314	216			13 000,00
Prestation						13 000,00
Présentation des collections permanentes	20	314	2031			-15 000,00
Prestation						-15 000,00
Totaux						-2 000,00

Service S0037 DCD - REGIE ET DOCUMENTATION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Restauration en l'état initial	23	314	2316			2 000,00
Prestation						2 000,00
Totaux						2 000,00

DIRECTION DES ARCHIVES DEPARTEMENTALES

Les propositions budgétaires présentées par la Direction des Archives départementales, se détaillent comme suit :

En section d'investissement il est proposé une diminution des crédits de **20 000,00 €** sur l'AP 2021 PLAN ligne 21 315 216.

Cette diminution des crédits est sans incidence budgétaire sur l'enveloppe dont le phage sera modifié.

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction des Archives départementales :

Service S0058 DAD -DIR ADJOINTE CONSERVATION ET COMMUNICATION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Acquisition d'archives (dons, dépôt, legs, achats, microfilmage, numérisation)	21	315	216	2021	PLANS	-20 000,00
Prestation						-20 000,00
Totaux						20 000,00

